

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 255. — 9 OCTOBRE 1965

INDONÉSIE : Un avertissement

SUKARNO, c'était un personnage pittoresque. Plus encore que Ben Bella, que Fidel Castro.

Avec eux, il avait en commun de mettre en scène un personnage d'autant plus pléthorique que son action propre, ses décisions prises dans la solitude, ses improvisations parfois fulgurantes mais imprévisibles devaient tenir toute la place et suppléer à l'absence d'un mouvement populaire démocratiquement organisé, d'un parti, d'un pouvoir responsable devant le peuple.

Maintenant, le voile s'est déchiré : un Sukarno prisonnier est apparu. Prisonnier d'abord des militaires rebelles, qui ont cru trop tôt le moment venu d'ouvrir la succession d'un président assumant toutes les contradictions. Prisonnier ensuite de l'autre fraction de l'armée, la fraction dite loyaliste, dont l'ambition se limite, pour le moment, à partager la réalité du pouvoir et à s'attribuer une part du revenu national disproportionnée à son importance.

Prisonnier, Sukarno l'est surtout en fin de compte des forces qu'il s'est employé à neutraliser l'une par l'autre.

LE coup d'Etat militaire du 30 septembre à Djakarta est un avertissement pour tous les peuples à la recherche de leur développement indépendant.

Les talents et les mérites personnels d'un dirigeant révolu-

tionnaire peuvent être utilisés à ajourner les problèmes. Ils ne les suppriment pas. L'équilibre entre l'armée — force conservatrice par nature et par fonction — et les forces révolutionnaires constamment appelées non à agir, à s'organiser, mais à patienter, se rompt fatalement au bénéfice de la première.

L'exemple indonésien n'est pas le premier. Mais il est éloquent.

① La lutte pour le pouvoir s'est finalement concentrée dans l'armée. —

Toutes les versions données jusqu'à présent sur les origines du putsch visent à accréditer l'idée que c'est le P.K.I., le puissant et nombreux parti communiste indonésien, qui a pris l'initiative de la lutte pour le pouvoir. Mais cette thèse invérifiable accroît le mystère plutôt qu'elle ne le dissipe. Le colonel Untung, chef de la rébellion, n'était nullement un communiste, pas même un sympathisant. Inversement, des militaires connus pour leurs liens avec le P.K.I. ont donné l'exemple de l'irrésolution. Si donc il était un jour prouvé que les communistes ont trempé d'une manière ou d'une autre dans la préparation du coup d'Etat, il faudrait dire que son rôle s'est borné à miser sur une révolution de palais, qu'il est entré dans un système du pouvoir échappant à tout contrôle démocratique, que l'avenir du pays se joue en champ clos, dans des tournois entre hommes d'appareil.



Prisonnier des forces opposées entre elles. (Photo A.D.P.)

② Les masses sont absentes. — Il est frappant qu'à aucun moment le P.K.I. n'a appelé les masses indonésiennes à briser les limites et à bouleverser les règles d'un jeu qui passe par-dessus leur tête. Aucune autre force politique n'a fait son apparition dans la crise avec l'ambition d'y inscrire une expression de la volonté populaire. C'est la confirmation non seulement de la singulière passivité d'un parti communiste pour-

tant énorme, mais aussi de la passivité politique générale qui est l'aboutissement logique du système de Sukarno.

Une illusion est morte dans les huit derniers jours : celle que la direction révolutionnaire peut être assumée par un seul homme, jouant sur des contradictions sociales qu'il s'agirait non pas de surmonter, mais de contenir dans certaines limites.

Marc Vautier.

**LE VOYAGE MOUVEMENTE DE
POMPIDOU DANS LES ARDENNES**

(page 9)

Comment se battre

LE 5 décembre, dans deux mois, la France intoxiquée par le gaullisme va décider de son avenir.

Quels sont, à ce jour, les commentaires de la presse et de la radio ?

S'interrogent-ils sur les options politiques ? Analysent-ils les programmes des futurs antagonistes ? Informent-ils objectivement ceux qui les lisent et les écoutent ? Qu'on en juge plutôt :

- 70 % des Français pensent que le général de Gaulle sera candidat ;
- les deux tiers des ministres estiment le contraire ;
- les deux chauffeurs du général ont un avis partagé ;
- le petit-fils du président fait la confiance que son grand-père va, en 1966, surveiller ses études de plus près ;
- le tailleur de l'Elysée interroge, l'air futé, son illustre client pour savoir s'il portera l'an prochain le nouvel habit de soirée des officiers de l'Armée française ;
- Pompidou, curieux quand même, n'a obtenu qu'un : « Nous serons candidats » qu'il n'arrive pas à « décliner » ;
- Couve de Murville a changé cinq fois d'opinion en cinq jours ;
- Debré se sent une nouvelle jeunesse ... moins amère ;
- les amis des amis des médecins... hochent la tête ;
- Guy Mollet et Defferre... réconciliés passagèrement parient sur la retraite de de Gaulle ;
- Mitterrand ne sait plus qui le soutient ;
- Pinay continue à se faire prier à droite et à gauche ;
- « L'Express », devant ce suspense, rumine son échec passé et glisse amicalement « ses peaux de banane » de réserve sous les pas du candidat qui n'a pas élu domicile en ses bureaux ;
- le Parti communiste affirme ne pas vouloir choisir entre la peste et le choléra, mais n'arrive pas à se guérir de sa pernicieuse rougeole stalinienne ;
- Tixier-Vignancour en appelle aux radicaux et aux républicains pour créer un parti conservateur ;
- Marcelliac essaie de se faire entendre des membres de sa famille démocrate... qui font semblant de ne pas le voir ;
- Antier joue les nouveaux Cornu... inconnus.

Oui, tout cela a été dit, écrit ou vécu ces derniers huit jours.

Que c'est beau la démocratie gaullienne ! Quel système enthousiasmant que ce régime gaulliste ! Comme on souhaiterait pouvoir, dénonçant toutes ces intrigues, se retirer d'un tel borborygme, ne pas prendre parti. Cette attitude, hélas ! nous ne pouvons pas la prendre. En politique, quand on pense ce qu'on dit, quand on a des idées et des principes à défendre, il faut en permanence continuer le dialogue avec les citoyens, ne pas être absent. Se retirer de la lutte pour raison d'écœurement, ce serait aujourd'hui faire le jeu de de Gaulle. Toute voix qui n'est pas contre, lui assure un suffrage de plus.

Tout le problème est de savoir comment s'exprimera cette opposition.

Les militants du P.S.U. continuent à dis-

cuter sur les formes que devra prendre leur choix.

La semaine passée on criait haro sur notre Parti qui osait ne pas faire chorus avec la S.F.I.O. et le P.C. dans leur décision de soutenir la candidature de François Mitterrand. Pour les uns, nous étions la « mouche du coche », pour les autres, les éternels « diviseurs » de la gauche...

Notre Parti, est-il bon de le rappeler, se moque de ces jugements hâtifs et intéressés. Il entend juger objectivement la situation politique créée par la candidature du député de la Nièvre. Sa conception de l'unité de la gauche est exactement à l'opposé de ce qui lui est présenté aujourd'hui.

Nous pensons toujours que ce qui compte avant tout c'est l'accord sur un programme et nous déplorons que pour certains l'exigence d'hier soit devenue inutile.

Nous dénonçons cet accord, purement tactique, qui intronise un candidat sur des bases négatives.

Nous affirmons à nouveau que ce qui importe pour battre de Gaulle c'est de réaligner la coalition des forces politiques qui demeureront soudées après le 5 décembre et offriront aux électeurs un choix sans ambiguïté.

S'il en avait été ainsi d'une candidature de gauche, elle aurait eu notre soutien sans réserve.

Elle aurait galvanisé les énergies et imposé les conditions d'une campagne commune, homogène et dynamique.

Objectivement ce n'est pas le cas de la candidature Mitterrand.

Il faut être franc.

Pour la S.F.I.O. le plus important c'est que Guy Mollet, après s'être débarrassé de Defferre, soit vraiment redevenu le « patron » et le demeure. C'est qu'il puisse encore tirer les ficelles de la politique française, et, certes il y réussit, au mépris de toute justice.

Qu'on en juge plutôt. A peine a-t-il affirmé son soutien à Mitterrand qu'il déclare... à « Paris-Presse » (le choix du journal est éloquent) souhaiter la candidature de Pinay et qu'il lui apporte les voix de la S.F.I.O... au deuxième tour des élections présidentielles... sans autre précision. Alors se disent certains pourquoi ne pas commencer au premier tour ?

Voici Mitterrand averti. Son ami Guy Mollet le soutient par un fil... d'intrigues... bien près de se rompre. Il avoue... mais nous le savions... qu'il était prêt à accorder demain à Pinay ce qu'il avait refusé hier à Defferre.

Un tel cynisme a de quoi déconcerter. Mais il se trouvera encore quelques hommes pour défendre, avec candeur, les méandres de la tactique électorale du député d'Arras.

Au P.C. on en est encore à rechercher quelle tortueuse dialectique employer. Ce n'est pas si simple en effet. Il faut voter contre de Gaulle de manière à ce qu'il soit réélu et sans que cela dérègle l'appareil du Parti ou fasse apparaître une regrettable et obligatoire perte de voix.

Et c'est à ce moment opportun que s'est avancé Mitterrand... ou plutôt qu'on lui a permis d'apparaître. Avec suffisamment de

défauts pour satisfaire les vœux du P.C. et de la S.F.I.O. Avec peut-être, et cela l'avenir nous le dira, l'arrière-pensée de les faire prendre à leur propre jeu. De toute manière, il est pour eux le candidat idéal. Son règne ne durera que jusqu'au 6 décembre... et tout rentrera dans l'ordre.

Oui, tout rentrera dans l'ordre, si nous nous faisons.

Mais nous devons parler.

Il est vrai que pour quelque temps encore la loi politique est faite à gauche, par des états-majors vieillissants et calculateurs qui tirent leurs dernières cartouches. Malgré eux, et s'en accommodant, ils ont été obligés de donner satisfaction au souhait de l'opinion unanime des hommes de gauche.

Celle-ci voulait se battre pour un candidat unique, défendant un programme d'unité.

On a escamoté le programme. On lui a trouvé un candidat.

C'est là où le jugement politique intervient. Il ne doit pas se laisser entraîner par les seules considérations tactiques du P.C. et de la S.F.I.O.

Il doit se saisir d'une situation artificiellement créée pour essayer, en la jugeant et en la critiquant, de proposer une autre voie.

C'est un fait que l'opinion de gauche est sincère quand elle craint sa division. Elle sent bien qu'elle ne peut pas toujours dire NON. Surtout lorsqu'à droite la division règne.

Pompidou ou de Gaulle, Pinay ou Marcelliac, Lecanuet ou Antier ou Tixier. C'est une même clientèle qui se sépare, une même coalition d'intérêts qui s'oppose.

La gauche doit profiter de cette situation.

Les élections présidentielles laisseront des traces. Soyons dès aujourd'hui ceux qui, en dénonçant les insuffisances de la gauche, feront progresser les idées socialistes.

Cherchons par quels moyens nous pourrions, présents dans la lutte contre le gaullisme, préparer pour après le 5 décembre la véritable conjonction des forces de renouveau.

Il serait vain de vouloir la réaliser maintenant. Il est trop tard. Il aurait fallu le pouvoir avant. Il faut l'imposer après.

Cette campagne sera courte comme le souhaite de Gaulle.

Elle sera négative comme le désirent G. Mollet et W. Rochet.

Elle sera automatiquement personnalisée et fera le jeu des gaullistes. Mais elle peut ne pas être perdue si notre Parti, et autour de lui ceux qui réagissent dans le même sens, apparaissent avec leur originalité et défendent « leur dossier ».

Honnêtement. Clairement.

Il faut que dans les prochains jours notre Parti aide à trouver les moyens par lesquels une campagne manifestement orientée à l'encontre de ses principes puisse devenir en réalité le point de départ d'une alliance réelle des forces de gauche capable de s'imposer après le gaullisme.

A ce prix-là le combat peut ne pas être vain.

Harris Puisais.

TRIBUNE LIBRE - ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Non à la IV^e !

LORS de son dernier Congrès national, le P.S.U. s'est prononcé à l'unanimité pour un candidat unique de la gauche désigné, sans exclusive, sur un programme commun. La position atlantique et chauvine de Defferre, son absence de programme et le cynisme avec lequel il comptait utiliser les voix communistes tout en se déclarant leur adversaire, nous l'ont fait rejeter en bloc. Le P.C. nous a alors félicités.

Or, reniant, en quelques semaines, l'engagement qu'il avait pris de ne soutenir aucun candidat de gauche sans discussion d'un programme commun, puis d'une vague plate-forme électorale, voici que le P.C. signe un chèque en blanc à Mitterrand. On recommence ainsi, sans frémir, l'erreur de 36, qui avait dilué le programme de la gauche dans une coalition hétéroclite, se cherchant, en vain, un dénominateur commun. Allons-nous

tomber dans le même panneau ? Les « assurances » que Mitterrand peut ou pourrait donner par la suite sur ses projets sont une plaisanterie sur ne peuvent choquer que les hypocrites ou les naïfs.

Observez bien les hommes politiques, les journalistes qui soutiennent cette entreprise : ce sont tous les hommes d'appareil et les nostalgiques de la IV^e, réunis, sans projet d'avenir, par leur seule frayeur du changement et du verdict populaire. Defferre, au moins, avait eu le mérite de s'attaquer aux structures politiques. Croyez-vous que le public se passionnera pour cet affrontement entre un vieux général et un politicien classique en qui la jeunesse ne peut pas se retrouver ? Déjà, des étudiants communistes ont dénoncé la candidature du signataire du Pacte Atlantique qui fut huit fois ministre sous la IV^e République et participa à

toutes les combinaisons. Avec le courage que nous lui connaissons, Edouard Depreux s'est élevé contre ce scandale, et la presse lui a fait heureusement écho.

Tant que le Congrès ne se sera pas prononcé, nous n'avons pas à prendre position à l'extérieur. Mais la discussion doit s'ouvrir sans plus attendre. Dans cette bataille perdue d'avance, allons-nous perdre les fruits de tous nos efforts de clarification de la politique pour céder à cette honteuse mystification de l'unité ? Allons-nous consolider ces bureaucrates invétérés, prêts, pour

survivre, à tous les compromis ? Pour protester contre les comédies électorales des partis traditionnels, entretenues par la silencieuse hypocrisie du régime actuel, il faut avoir le courage de préconiser, soit une campagne d'abstention et d'explications (qui sera comprise par un public de plus en plus écœuré par ces pratiques électorales), soit la présentation d'un candidat dont le sérieux, la rigueur intellectuelle et la clarté de programme soient le gage de son succès.

R. Allezaud.

Le témoignage ou l'action

LA discussion dans le P.S.U., ses réserves sur Mitterrand, sa lenteur à se décider, tout cela — qui fait ronchonner les dirigeants des partis et les augures de la presse — n'est pas seulement négatif. Le

P.S.U. exprime aussi (ou reflète) un sentiment partagé à coup sûr par des milliers et des milliers d'hommes de gauche.

TRIBUNE LIBRE - ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Que beaucoup hésitent sur la personnalité de François Mitterrand, sur son passé politique, sur la manière même dont il se présente aujourd'hui, que beaucoup y voient comme un vague retour à la IV^e République ou d'autres encore comme un renoncement, comme un alignement du mouvement ouvrier sur la bourgeoisie libérale, cela est certain. Mais combien sont prêts à traduire leur désenchantement en engagement politique ?

Soyons sérieux : si le P.S.U. présentait lui-même une candidature, elle ne recueillerait pas 500.000 voix le 5 décembre prochain !

Qu'importe, diront les purs, ce n'est pas le nombre qui compte. Et l'histoire du mouvement ouvrier est pleine, en effet, de ces circonstances dramatiques où quelques-uns, contre tous, ont préservé l'avenir en prenant alors ce qui ne semblait aux autres qu'une attitude. Encore fallait-il que deux conditions soient réalisées : il fallait que le problème posé soit d'une importance capitale et qu'il justifie le risque encouru ; il fallait que la position prise ait une signification politique si claire qu'elle serve d'exemple et de point de départ à une nouvelle offensive.

Aucune de ces deux conditions n'est aujourd'hui réalisée. La première, parce que les élections présidentielles ne sont considérées par

personne comme une bataille décisive pour le mouvement ouvrier. La seconde, pour une raison plus grave, qu'il nous est pénible d'accepter, mais qu'il faut avoir le courage de se dire en face : que nous le voulions ou non, il n'est pas vrai que le P.S.U. s'identifie dans l'opinion avec une certaine politique déterminée, une certaine conception particulière du socialisme et des voies pour y parvenir. Il suffit d'analyser nos résultats électoraux dans les consultations partielles — et surtout le comportement de nos électeurs au second tour — pour se rendre compte qu'il s'agit moins d'un vote militant que d'un vote résiduel, le vote négatif de ceux qui n'acceptent ni le P.C. ni la S.F.I.O., mais qui veulent quand même s'engager à gauche.

En l'absence d'une position doctrinale claire (que l'histoire et la composition même du P.S.U. rendent impossible) notre candidature aux élections présidentielles n'aurait nullement la signification politique de combat qui pourrait à la rigueur l'expliquer. Elle n'appellerait qu'à la conjonction des réticences et des hésitations : le cartel des non de la petite gauche, avec cette ambiguïté supplémentaire que son ennemi principal ne serait plus de Gaulle, mais le candidat commun du Parti communiste et de la S.F.I.O. Une telle campagne pourrait, certes, porter témoignage d'un désarroi, incarner

dans l'immédiat un état d'âme assez répandu. Elle ne déboucherait sur aucune action. Elle ne ferait progresser en rien nos meilleures idées.

Car il ne s'agit pas d'avoir raison tout seul et pour sa propre satisfaction ; il s'agit de faire passer dans les masses les idées que l'on croit valables. Mais comment le faire si l'on s'enferme soi-même dans un moralisme aristocratique, en dehors des courants réels, en dehors des réalités ?

Quelques-uns poussent le raisonnement jusqu'à préconiser l'abstention. C'est de ceux-là que l'on pourra dire : « leurs mains sont pures, mais ils n'ont pas de mains ».

Quant à ceux qui veulent être réalistes et qui croient commode une acceptation de la dernière heure, une vage consigne de vote, honteuse et faussement discrète, sans participation à la campagne, comment ne voient-ils pas qu'ils cumulent les inconvénients de toutes les tactiques possibles, sans garder d'aucune les avantages ?

Certes, si l'on considère que la fonction d'un parti est le témoignage, beaucoup d'attitudes sont possibles. Mais si l'on pense, au contraire, que son domaine est l'action, alors il n'y a qu'une voie : partir de la réalité telle qu'elle est pour la transformer.

La réalité d'aujourd'hui, c'est la candidature de François Mitterrand

avec ses aspects négatifs, mais aussi avec ce fait positif essentiel : l'union des forces communistes et socialistes. Les insuffisances de cette union, les contradictions qu'elle recèle (éclatantes avec l'interview de Guy Mollet à Paris-*presse*) ne sont pas une raison de la boudier. Elles montrent, au contraire, qu'il y a là une situation à partir et dans le cadre de laquelle on peut poser de nouveaux problèmes et faire avancer leur compréhension.

Mais pour cela il faut être présent : il ne faut pas que le P.S.U. joue les vierges effarouchées. Il faut qu'il dise clairement et rapidement qu'il soutiendra la candidature de François Mitterrand. Il faut qu'il fasse campagne avec ses raisons et son programme. Il faut qu'il saisisse l'occasion de cette unité circonstancielle pour en améliorer le contenu, pour répandre l'idée d'une union durable et d'un programme commun, non seulement pour le 5 décembre, mais pour les prochaines législatives, pour le prochain gouvernement.

Ce qui nous importe, nous le savons bien, n'est pas d'asseoir à l'Elysée Pierre ou Paul, Antoine ou Charles ou François, c'est l'avenir du mouvement ouvrier français dans la dynamique de l'unité. Que cet avenir soit plein de risques et d'aléas nous rend plus impérieux le devoir d'y prendre nous-mêmes nos responsabilités.

Manuel Bridier.

Non à de Gaulle ! Non à la démission du mouvement ouvrier

Le Parti de l'Unité Socialiste a mené campagne pour une candidature unique de la gauche à l'élection présidentielle en précisant bien quelles étaient les limites de la gauche, quels étaient les principes qui devaient commander l'élaboration du programme et quel était le caractère de cette campagne : un moyen et non une fin.

Il est évident que le personnage Mitterrand n'offre guère de garanties : « Je souhaite que la famille libérale (!) rejoigne ma candidature... toutes les familles de l'opposition méritent d'être admises à participer à la lutte contre le pouvoir personnel. » De la IV^e République, il garde donc les pires habitudes : une « alliance » qui se terminera au soir des élections quelle que soit la réponse des électeurs, un *programme-bluff* : « Des options se plaçant exclusivement sous le signe de la banalité, de l'indigence, c'est typiquement la profession de foi d'un président du Conseil de la IV^e qui chercherait à ne mécontenter personne. » (T.S.)

C'est une énumération des critiques à la politique gaulliste formulées par tous les opposants (de T.-V. au P.C.) : force de frappe, télévision, enseignement, diplomatie, etc. Aucune réforme de structure anticapitaliste.

MITTERRAND ET, A SA SUITE DESORMAIS LE P.C.F., N'EST PLUS OPPOSÉ A LA CONSTITUTION GAULLISTE ! Quant à la politique étrangère, AUCUN SOCIALISTE NE PEUT SE RALLIER A :

— L'acceptation formelle de l'Alliance atlantique et de son Europe capitaliste ;

— L'éloge des Etats-Unis « défenseurs de la liberté du monde ». François Mitterrand et ceux qui le suivent veulent ignorer les massacres de population au Vietnam, la politique cynique à Saint-Domingue et l'exploitation forcée de l'Amérique latine.

Le ralliement de la S.F.I.O. n'a rien qui puisse étonner : Guy Mollet évite ainsi d'être doublé sur sa gauche.

Le P.C.F., « parti de la classe ouvrière », ne demandait qu'à le suivre pour parvenir, au mieux (!), à partager avec la S.F.I.O. la gestion du capitalisme, au pire à cette parodie d'unité qui consiste à mêler ses voix, pour un soir, à celles « des socialistes et autres républicains ».

Le P.S.U. considérait que, dans le climat de dépolitisation actuelle, il importait, par une attitude honnête et des options claires, de réintégrer dans la vie politique les travailleurs découragés par des années d'un « réalisme » (dont on sait l'efficacité) des organisations ouvrières. Ainsi il considérait qu'une victoire de la gauche étant improbable le 5 décembre, il fallait mobiliser les travailleurs par l'élaboration et la discussion à tous les échelons d'un programme d'action ; ceci aurait permis de « dégeler » les autres organisations. Le programme aurait été l'alignement des grandes luttes sociales auxquelles il aurait fourni les perspectives qui leur manquent et aurait constitué une base sérieuse d'unité

aux prochaines batailles politiques, notamment les législatives. Nous n'avons pas su éviter d'être mis devant le fait accompli de la candidature Mitterrand. Ne reste-t-il qu'à nous incliner ?

Le P.S.U. est le seul parti ouvrier qui n'ait pas encore apporté son soutien à Mitterrand, de ce fait sa responsabilité est grande, « on l'attend au virage ».

Faut-il se résigner au ralliement critique ? Cette attitude apparaîtra comme une dérobade et une hypocrisie. Qui ne mesurera le chemin parcouru par ces quelques « isolés » qui ne s'alignent pas sur la « gauche » alors « unie » en refusant le soutien à Guy Mollet et le vote des pouvoirs spéciaux ?

Retiendra-t-on les réserves que le P.S.U. mettra à son ralliement ou seulement le ralliement lui-même ? Est-ce un cadre pour mener plus avant notre combat ? Mais, de toute façon, la campagne électorale telle qu'elle est conçue par nos éventuels partenaires ne permettrait pas au P.S.U. de s'expliquer devant les militants des autres partis : pas de campagne, pas de réunions communes ! Le Parti de l'Unité doit-il laisser croire que ce qui n'est même pas un accord de sommet constitue un pas vers une véritable union politique ? Pourrions-nous « utiliser » l'opération Mitterrand en tentant de la poursuivre au-delà des présidentielles alors que le candidat et le parti de Guy Mollet ne veulent pas dépasser cet objectif précis ? Est-il encore sérieux de prétendre gauchir la S.F.I.O. alors que son secrétaire général lorgne déjà vers Pinay ? Est-ce en encourageant la démission de l'appareil du P.C. et ses méthodes antidémocratiques que nous aiderons ses militants à faire évoluer leur parti ?

Et, dans notre parti, bien peu de

militants acceptent de faire campagne sur les « réserves » jointes à l'éventuel ralliement (puisque n'est tout de même pas question de faire campagne pour l'homme qui bénéficierait de nos votes).

...Et que feront-ils, les militants du P.S.U., si Guy Mollet lâche, au premier tour ou même au second, le « candidat de la gauche » pour Antoine Pinay ?

Dans ces conditions, quel avantage le P.S.U. peut-il retirer, pour lui-même et pour l'ensemble du mouvement ouvrier, s'il se rallie à l'opération Mitterrand ? Le P.C. et la S.F.I.O. ne le récompenseront même pas de son geste tardif en lui accordant quelques sièges aux prochaines législatives...

Il est pourtant impensable de ne pas prendre parti. Tout comme il est irréaliste de penser qu'avec nos forces nous pourrions infléchir la campagne de Mitterrand, il est non moins utopique de prétendre obtenir un résultat respectable sur un candidat P.S.U.

Aucune solution n'est très bonne, celle qui devra adopter le P.S.U., LE VOTE NUL, ne l'est pas non plus, mais elle permet d'éviter les plus graves écueils :

- la démission, si nous nous rallions ;
- le ridicule, si nous nous taisons ;
- le désastre, si nous nous présentons.

Alain Brisset,

membre du C.P.N.

Jacky Réault,

membre du bureau fédéral de Loire-Atlantique.

Annick Crou, Françoise Réault, Bernard Crou,

de la section de Nantes.

La campagne présidentielle est pratiquement ouverte et notre jeune parti se trouve devant un choix qui est certainement le plus délicat qu'il ait eu affaire au cours de ses cinq années d'existence.

Faisons notre autocritique

Le P.S.U., qui a toujours fait campagne en faveur de l'union de la gauche, que ce soit pour la paix en Algérie, contre le gaullisme ou pour une alternative socialiste au régime, hésite aujourd'hui à prendre position pour un candidat à la présidence de la République soutenu par le P.C. et la S.F.I.O. et certains de ses militants envisagent de présenter un candidat P.S.U.

Une telle contradiction mérite d'être sérieusement analysée. Ainsi sommes-nous amenés à constater :

1° — que notre conception de l'unité est très différente de celle que peuvent adopter, en certaines circonstances, le P.C. et la S.F.I.O., plus préoccupés d'une tactique municipale que du fond (élections municipales, contrat des « non », etc.) ;

2° — que nous avons bien souvent surestimé nos possibilités de faire prévaloir notre conception de l'unité ; ce fait a eu pour conséquence que nos militants ont mené des campagnes dont les résultats pratiques ont été bien souvent fort différents des mots d'ordre mis en avant. Ce fut le cas des élections municipales dans certaines communes de la Seine où nous avons finalement présenté des listes P.S.U. homogènes contre des alliances P.C.-S.F.I.O. !

3° — que certains d'entre nous qui ont accordé une grande importance au comité Jean Vilar s'affirment, quelques semaines après, partisans d'une candidature P.S.U. aux présidentielles. Quel virage à 90 degrés !

La politique d'unité menée par notre parti a toujours été au-dessus de ses possibilités, de ses effectifs et de son audience. Il faut avoir le courage de le reconnaître. L'unité de la gauche est un mot d'ordre juste, mais il ne trouvera un véritable écho que lorsque le travail de renouveau socialiste aura fait des progrès importants. Nous voyons aussi, à l'occasion de cette difficile expérience, apparaître

Ni purisme, ni démission

clairement combien la tâche essentielle de ce parti est d'abord et avant tout de donner plus de force et d'influence au courant de renouveau.

Et qui plus est, reconnaissons aussi que l'action très unitaire que nous avons menée a souvent effarouché des militants de la gauche récente qui nous regardent avec sympathie ; ces derniers sont, il faut bien le dire, un peu effrayés par nos slogans unitaires en comparant ce que nous représentons à la force des appareils P.C. et S.F.I.O. Nous pouvons aujourd'hui mieux comprendre leurs réactions...

Tenons compte de nos objectifs et de nos erreurs

Que faire maintenant ? La réponse n'est pas simple, mais elle ne peut qu'être déterminée en fonction de nos objectifs et de nos erreurs passées.

1° — de nos objectifs. Il faut mobiliser le parti pendant les prochains mois sur une politique de contacts, de discussions et d'action à tous les niveaux avec les militants de la gauche nouvelle ou de la gauche récente (syndicalistes, militants laïques, clubs, amis de T.C., etc.). C'est à nous maintenant de poser le problème d'un regroupement de cette gauche nouvelle à partir de notre programme et de nos idées.

A côté du Parti Communiste et de la petite fédération qui ne va réunir, en fin de compte, que la S.F.I.O., une partie des radicaux et quelques clubs fantômes, il y a place pour une « Nouvelle Gauche » (pourquoi ne pas reprendre le terme ?), qui est la première et nécessaire étape vers d'autres regroupements ;

2° — de nos erreurs passées. Alors, vont dire les lecteurs de cette Tribune libre, il faut présenter un candidat de cette gauche nouvelle... Ils auraient raison si les conditions

TRIBUNE LIBRE - ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

d'une telle candidature avaient été préalablement réunies. Un candidat P.S.U., aujourd'hui, ne pourrait être que l'aboutissement de longs mois d'action militante qui aurait permis de mobiliser un éventail beaucoup plus large que celui de nos adhérents et de nos électeurs fidèles. Un candidat P.S.U. ou sympathisant, reconnaissable, lancé le 17 octobre, plus d'un mois après François Mitterrand, et à la suite d'une campagne active en faveur de l'unité, ne serait pas compris. On ne peut être le porte-drapeau de l'unité et la combattre lorsqu'elle se réalise. C'est là que le P.S.U. doit tenir compte de ses erreurs passées. Il ne peut présenter son candidat ni même trop marquer ses distances vis-à-vis de Mitterrand, encore plus lorsque Mollet fait des rissettes à Pinay !

Quelques suggestions

Je crois que notre Conseil national ne doit pas se limiter à prendre seulement position sur les présidentielles, il doit profiter de la situation délicate où nous nous trouvons pour faire le point et réorienter notre action. Je verrais, pour ma part, une résolution en plusieurs points :

1° — le P.S.U., par souci d'unité, se refuse à présenter un candidat et donne des consignes de vote favorables à Mitterrand ;

Oui à l'unité socialiste, non aux collusions sans le socialisme

L'UNITÉ de la gauche est, nous le savions depuis longtemps, le problème-clé des élections présidentielles. Le P.S.U. a fait des propositions pour un candidat unique de la gauche sur un programme commun. La discussion entre les organisations se réclamant du socialisme devrait permettre d'aborder franchement le problème de l'alternative socialiste au régime et de son programme.

La première condition de l'efficacité de la gauche contre le régime est son unité. Il faut que la gauche, toute la gauche livre ensemble la bataille. C'est-à-dire tous ceux pour qui la lutte pour le socialisme n'est pas une vaine proclamation futuriste, mais l'élément moteur de leur action immédiate.

La seconde condition est le contenu de cette unité. Ce contenu est déterminé par deux choses :

1) La conclusion d'un accord politique entre les partis : contrat d'unité de l'opposition socialiste fixant des garanties réciproques ;

2) la mise au point d'un programme commun répondant aux besoins des travailleurs, et qui soit l'expression politique de leurs revendications et de leurs luttes, et qui amorce ainsi la transition vers le socialisme.

Certains diront que cette position maximaliste n'avait aucune chance d'être adoptée, les partis ouvriers étant ce qu'ils sont. Il est vrai, et nous le savions, que ces propositions étaient justes et souhaitables, mais que dans l'immédiat il faudrait transiger, passer un compromis.

Mais dans une négociation, il y a toujours une ligne de repli que l'on ne peut franchir sans trahir ses objectifs fondamentaux. En l'occurrence, cette ligne était marquée par deux défenses infranchissables :

a) La première est l'existence d'un véritable accord politique passé, au moins, entre le candidat et les différentes organisations. Accord qui prévoit en cas de succès sur les candidats gaulliste ou réactionnaire, les prolongements politiques : dissolution de l'Assemblée et Front commun aux législatives, qui peuvent seuls éviter que la victoire ne laisse un goût amer.

b) La deuxième est la définition d'une plate-forme minimum autour de trois points essentiels : les institutions, la politique économique et sociale, les problèmes internationaux.

1 En la matière des institutions : l'abolition de la Constitution de la V^e République suivie d'un gouvernement de législature, lié à la durée d'exécution d'un plan, est l'exigence première pour tous ceux qui craignent une institutionnalisation durable du pouvoir personnel.

2° — il rappelle ses options fondamentales liées à une alternative socialiste au régime et à tout retour aux combinaisons du passé ;

3° — il considère que la bataille présidentielle n'est qu'une étape des luttes menées par la gauche française et affirme sa volonté de donner plus de force à la Gauche Nouvelle en œuvrant à son regroupement.

Il n'y a pas de solution miracle dans la conjoncture présente, il n'y a pas non plus de situation catastrophique à redouter si nous savons faire preuve de sagesse en tenant compte de ce que nous sommes et de ce que nous présentons.

Nos camarades ont eu raison de formuler des réserves politiques à l'égard de la candidature Mitterrand. Il ne servirait à rien de poursuivre plus longtemps une polémique qui, si justifiée soit-elle, sera jugée négative par l'électorat de gauche. Le P.S.U. ne peut pas toujours être « contre » sans risquer de n'être plus qu'une secte gauchiste. Il doit prendre ses responsabilités et se prononcer avant tout sur les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir dès maintenant et après les présidentielles ce qui est sa raison d'être : le renouveau de la gauche.

Gérard Denecker.

2 En ce qui concerne l'économie : la réalisation d'une planification démocratique permettrait d'atteindre trois objectifs immédiats : réduction substantielle de la durée hebdomadaire de travail pour une même rémunération ; suppression des déséquilibres régionaux par la création d'établissements industriels publics ; et les nationalisations indispensables au contrôle de l'économie.

3 Enfin, une politique internationale d'indépendance européenne permettrait de mettre un terme à l'invasion des capitaux américains et ouvrirait la voie vers la construction d'une Europe neutraliste à potentialité socialiste.

Il nous semble que voilà les exigences en deça desquelles il n'y a plus pour un parti socialiste que reniement et trahison des principes qui séparent le libéral bourgeois du socialiste authentique.

★

La candidature Mitterrand répond pour certains à l'essentiel des conditions posées plus haut. En fait, il n'en est rien.

On peut considérer comme secondaire que les états-majors des vieux partis aient choisi ou accepté comme candidat de la gauche, parmi le personnel de la IV^e République, un homme politique déconsidéré.

Mais par contre on ne peut mésestimer le caractère grave, pour l'ensemble du mouvement ouvrier, du virage brutal de l'appareil du parti communiste devant les exigences de Guy Mollet. Le parti communiste oublie sa proposition de discussion politique sur un programme commun. Par son ralliement, non véritablement négocié, il accepte en fait de jouer le rôle d'appoint d'une force démocratique, petite-bourgeoise, en lutte contre les technocrates du pouvoir et de la bourgeoisie.

Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il y a accord politique, alors que les récentes déclarations de Guy Mollet sur la candidature Pinay annoncent clairement que la convergence de fait entre le P.C. et la S.F.I.O. ne durera que l'espace d'un scrutin. Cette collusion risquant d'éclater lors d'un événement second tour ne possède aucune dynamique qui puisse vous laisser espérer des prolongements fructueux. Elle rappelle par contre 1956 et le vote par les députés communistes des pouvoirs spéciaux en Algérie au gouvernement Guy Mollet.

Quant au programme de la coalition de fait, on a déjà exprimé dans ce journal un jugement lucide sur le

caractère insipide de la plate-forme du candidat : rien de sérieux sur les luttes économiques et sociales que mènent les travailleurs, rien contre l'impérialisme américain qui agresse partout dans le monde les peuples aspirant à une indépendance économique.

Le fait que le parti communiste ait renoncé à défendre dans cette bataille les intérêts réels des travailleurs nous impose d'accentuer notre action en ce sens. Le P.S.U. ne peut, lui, renoncer aux conditions minimales qui transforment une coalition momentanée en unité réelle, et qui permettent de faire un pas dans le sens du socialisme.

★

Le P.S.U. doit être présent dans la bataille des présidentielles, contre les candidats gaulliste ou réactionnaire. Il doit mener la lutte de façon nette et ne donner dans la campagne que des consignes claires, ce qui exclut toute possibilité de vote blanc, nul ou d'abstention ; une telle attitude manquerait en effet de sérieux et ne serait pas comprise d'un parti qui n'a jamais eu la moindre compromission vis-à-vis du régime.

Le P.S.U. doit proposer aux travailleurs de ce pays la stratégie d'alternative socialiste au gaullisme et son programme de transition. Il doit faire campagne pour l'unité des forces socialistes dans la clarté et revendiquer pour des réformes de structure anticapitalistes.

Pour cela la meilleure solution politique est la présentation d'un candidat. Peu importe qu'il soit membre du P.S.U. ou pas. Ce qui est par contre indispensable, c'est qu'il y ait un candidat de la solution socialiste face aux divers candidats de la bourgeoisie.

On a déjà dit dans ce parti, excellemment d'ailleurs, que le temps des reclassements est arrivé, que les frontières entre les divers partis de la gauche sont périmées, qu'elles ne correspondent plus aux vrais clivages. Il semble de plus en plus que cela soit vrai. Après l'épisode Defferre, exprimant une tentative de ce qui a été très justement appelé la social-démocratie, et qui se retrouvait dans plusieurs organisations, nous voyons à travers la candidature Mitterrand une réapparition triomphante de la vieille social-démocratie, et elle aussi trouve des appuis dans les différentes organisations de la gauche.

Les appareils des partis traditionnels vont engager le combat pour la démocratie formelle de la bourgeoisie, mais cela ne peut que médiocrement intéresser les travailleurs qui ne se mobiliseront pas pour défendre des intérêts qui ne sont pas les leurs. Si nous dégageons une perspective de

combat, claire et dynamique, nous offrirons aux oppositions des différents appareils une raison et une occasion de se battre. Nous préparerons ainsi dans la clarté une véritable unité en profondeur. Pour la première fois depuis longtemps, toutes les forces de diverses origines mais authentiquement socialistes peuvent, rassemblées, livrer une véritable bataille qui sera le ferment d'autres luttes et d'autres rassemblements, ouvrant une voie vers le socialisme.

★

Devant la situation difficile qui lui est imposée, le P.S.U. a le mérite de faire jouer la démocratie en demandant à ses militants de choisir la solution qui leur paraît la meilleure. Il est donc toujours possible qu'une majorité de camarades, pensant qu'il est matériellement impossible de présenter un candidat, décident de voter pour Monsieur François Mitterrand le 5 décembre. Mais à une élection, une chose est de voter pour le moins mauvais candidat, autre chose est de le soutenir en participant à sa campagne.

Il semble donc que, dans ce cas-là, le Conseil national devrait prendre corrélativement à la décision de vote, deux mesures d'une netteté absolue :

1 Tout militant qui participerait soit à la campagne de François Mitterrand, soit à la campagne faussement unitaire du P.C. et de la S.F.I.O. se mettrait par cela même hors du parti.

2 Le parti engagerait par tous ses moyens une campagne autonome qui, d'une part, lui permettrait de faire connaître les raisons de ses critiques et de son vote face à la candidature Mitterrand, et, d'autre part, lui donnerait l'occasion de proposer sa stratégie d'alternative socialiste, seule solution réaliste aux problèmes posés par le développement d'une société industrielle moderne.

Ce Conseil national des 16 et 17 octobre devra être pour le P.S.U. le début d'une réflexion en profondeur sur les conditions de l'unité. Celle-ci est plus que jamais au centre des préoccupations de tout le mouvement socialiste, et la solution ne sera pas apportée par un magicien... même présidentiel. En effet, comme le disait déjà Daniel Mayer en 1945 : « L'unité, c'est quelque chose qui doit être durable et nous pensons que faire l'unité dans le trouble ou dans une absence de clarté totale, sans que l'on sache où l'on va, c'est en réalité créer, non pas l'unité profonde et totale dont nous sommes partisans, mais, au contraire, de nouveaux germes de division... ».

Michel Fontès.
membre du C.P.N.

Se rallier n'est-ce pas se renier ?

ON aurait tort de considérer la prise de position de Guy Mollet en faveur d'une candidature Pinay comme une preuve d'incohérence. Car, après tout, pourquoi pas Pinay si notre seul objectif était d'« abattre le pouvoir personnel » ?

Le problème de cette élection présidentielle n'est pas finalement de savoir quelles alliances il faut nouer, mais bien de déterminer nos objectifs et ensuite les alliances nécessaires pour s'en rapprocher.

Le P.S.U. a plusieurs fois défini ses objectifs : en refusant les programmes-catalogues, en proposant son contre-plan il entendait marquer sa volonté de participer à la définition d'une alternative socialiste. Car il nous semblait, à tous, clair que nous ne pouvions pas lutter contre la forme que prenait un pouvoir, approuvé au départ par 80 % des Français, sans parallèlement lui opposer une politique cohérente.

Les événements devaient nous donner raison : c'est avant tout dans le domaine économique et social que le régime était mis en difficulté. Et les luttes sociales ont fait apparaître, d'un côté, un pouvoir exprimant les intérêts du capitalisme moderne, de l'autre, l'exigence d'une démocratie capable de trouver une solution aux problèmes non résolus par le pouvoir et que seul le socialisme pouvait résoudre.

La gauche traditionnelle a cru suffisant de développer des programmes révolutionnaires et de mener paral-

èlement et contradictoirement une politique d'alliance le plus à droite possible. Ce qui différencie le P.S.U. des vieux appareils, c'est précisément la volonté de faire avancer ses idées en les concrétisant dans chacune des luttes qu'il mène. Et s'il est resté l'un des rares partis à recruter parmi les jeunes, c'est parce que ceux-ci savent qu'ils y trouveront des militants recherchant des solutions neuves et conformant leurs actes à leurs idées.

Il ne suffit pas, en effet, d'écrire sur les affiches que le P.S.U. est « jeune et dynamique ». Car ces adjectifs risqueraient fort d'être périmés si le P.S.U. — créé par des militants qui ont lutté ensemble contre les dirigeants de la IV^e République — allait maintenant faire la campagne d'un homme symbolisant la IV^e et présentant aux électeurs, même pas le fameux catalogue mais une plate-forme inacceptable.

Aussi me semble-t-il évident que nous ne pouvons pas participer à la campagne pour Mitterrand. L'objet de ce Conseil national est plutôt de nous permettre de voir ensemble comment nous pouvons le plus efficacement faire avancer d'ici le 5 décembre les idées du renouveau de la gauche.

Nous allons prendre des coups dans cette affaire ? Le P.S.U. n'est tout de même pas si vieux qu'il les craigne déjà tant, au point de renoncer à ce qui fait sa raison d'être.

Michel Hollard.

TRIBUNE LIBRE - ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Pas de "ralliement" à Mitterrand, pas de participation à sa campagne de propagande

AVANT de se déterminer et de choisir la position tactique la meilleure en vue du 5 décembre, il peut être utile de se rappeler quel est le but fondamental du P.S.U. et quel rôle il doit jouer dans la gauche.

Le but du P.S.U. n'est-il pas de « refaire une gauche adaptée au monde actuel et capable de conquérir le pouvoir, de le garder et de mener une politique efficace en liaison avec les travailleurs et leurs représentants qualifiés » ?

Pour atteindre cet objectif, nous avons périodiquement mis en avant deux types de stratégie :

— travailler à préparer le rassemblement et l'orientation de toutes les forces (collectives et individuelles) de *renouveau socialiste* ;

— travailler à préparer les conditions de l'unité du mouvement socialiste.

● Toute l'expérience de ces dernières années montre que la stratégie de l'unité, en tant que telle, ne peut que conduire au regroupement des forces anciennes qui ont fait faillite (S.F.I.O., P.C.F.) ; que ce regroupement qui se fait le plus souvent en dehors du P.S.U., qui n'est ni une alliance véritable ni une unification, mais seulement une opération provisoire de tactique électorale, ne peut que créer des déceptions et retarder le nécessaire renouvellement de la gauche et son efficacité. On peut dire que François Mitterrand est l'aboutissement normal de cette fautive stratégie et que, de ce côté, il n'y a pas de surprise.

● Toutes les tentatives faites par les clubs, les colloques, certaines publications..., toute l'action des gens d'« Horizon 80 » pour préparer un « *renouveau* » de la gauche ont échoué parce que tout cela s'est fait en dehors des forces populaires et sans perspectives quant à l'avenir du

mouvement ouvrier dans son ensemble. Defferre et la Grande Fédération étaient l'aboutissement normal de cette stratégie à courte vue.

● Le seul cheminement possible, et qui est dans la vocation du P.S.U., n'est-il pas de participer au regroupement des forces de renouvellement qui se situent à gauche, d'en préparer le contenu politique et les bases populaires, afin de peser ensuite sur les autres forces pour qu'elles se transforment et que les accords politiques se fassent sur des bases plus saines et plus efficaces.

C'est une question de rapport de force et la gauche ancienne (communiste ou social-démocrate) n'évoluera que si la gauche nouvelle est suffisamment forte, c'est-à-dire si elle a su se regrouper afin de concentrer son action dans une direction commune et se développer en recrutant notamment dans les milieux syndicalistes ouvrier, paysan et enseignant : l'unité de la gauche ne peut être efficace que si elle se fait sur la base du renouvellement.

● Pour les présidentielles, il eût fallu, début juillet, après l'expérience Defferre, ressaisir les morceaux épars de la gauche nouvelle et lancer, en leur nom, un appel à l'ensemble de la gauche en vue d'un candidat commun de renouvellement. Cela n'a pas été possible, d'abord parce que le P.S.U. était un peu seul à ce moment-là, ensuite parce que nous étions enfermés dans une autre stratégie : celle du candidat unique de la gauche.

Cependant nous aurions pu, dès ce moment-là, lancer un candidat symbolisant la gauche nouvelle, opposé à la fois au pouvoir gaulliste et à la vieille gauche, en espérant que les autres s'y rallieraient.

Ce ne fut pas possible. Tous les sondages faits auprès des « candidats » possibles se sont heurtés à un refus ou à la condition préalable de « l'unité de la gauche ».

Le problème n'était pas encore mûr ; les vieilles forces décadentes se trouvaient de nouveau maîtresses de la situation ; elles pouvaient mettre en avant celui qui les représentait bien, c'est-à-dire François Mitterrand.

● Alors que faire ? La seule conclusion logique que beaucoup de militants ont tirée fut celle-ci :

— *Mitterrand est le symbole même de ce que nous refusons, de cette vieille gauche que nous combattons, c'est un adversaire objectif : il est donc impossible de se rallier à sa candidature et de la soutenir.*

— *Dans ce cas, il faut donc présenter un autre candidat, puisqu'il n'est pas question, pour nous, de rallier le gaullisme.*

Cette position a le mérite d'être logique et de se raccrocher à une stratégie politique claire, mais est-elle possible ? C'est au fond la seule question qu'il faut se poser car, sur le fond, à mon avis, on ne peut qu'être d'accord.

Après avoir tourné et retourné cette question, après avoir sondé la température des forces extérieures nous sommes quelques-uns à avoir conclu à l'impossibilité, dans les circonstances actuelles, d'une candidature du P.S.U.

Cette candidature, pour réussir et ne pas être ridicule, devrait avoir l'appui de toutes les couches sociales s'insérant, directement ou indirectement, dans le courant de renouvellement. Certaines d'entre elles insistent beaucoup pour que nous nous jetions à l'eau, mais d'autres, et notamment les syndicalistes et certains clubs, tout en accueillant notre idée avec sympathie, se sont résignés, et ont déjà choisi : ils feront ou laisseront voter Mitterrand.

Ils savent très bien qu'il ne s'agit que d'une péripétie, que rien de fondamental ne sera changé, que le régime gaulliste se maintiendra et que la gauche traditionnelle n'a même pas amorcé son évolution.

● *L'essentiel est donc de préparer l'avenir et notamment de travailler, pour 1966, au regroupement de toutes les forces de renouvellement socialiste (des chrétiens de gauche à l'opposition communiste) et pour le moment de prendre une position de repli, face*

à une bataille qui n'est plus tout à fait la nôtre.

A moins que d'ici un mois il y ait des changements importants quant aux candidatures (candidatures Pompidou et Pinay, par exemple, avec ralliement de Guy Mollet à Pinay). Dans ce cas, il faudrait immédiatement prendre une nouvelle initiative et entrer dans la bataille.

Mais, dans les conditions actuelles, l'optique de la position de repli me semble la seule possible.

Comment peut-elle se concrétiser ?

Par l'abstention ou le vote nul ?

Par le vote résigné pour Mitterrand ?

Le P.S.U. doit-il choisir parmi ces trois solutions de repli ou doit-il laisser la liberté de vote à ses adhérents et à ses amis ?

Je pencherais personnellement pour ce dernier point de vue, étant entendu que nous aurions fait clairement connaître, dans une déclaration publique, les raisons de notre opposition au pouvoir gaulliste, notre espoir de transformation de la gauche dans un avenir proche et notre refus de considérer Mitterrand comme le porte-parole de l'après-gaullisme.

● Quoi qu'il en soit, ce serait une erreur de se passionner et de couper le parti sur cette affaire qui est d'une importance relative et qui ne nous concerne qu'en fonction des répercussions qu'elle pourra avoir sur nos futurs partenaires d'un regroupement de renouvellement socialiste.

Il serait utile que notre position de fond étant précisée, le Conseil national prenne une position largement majoritaire, que chacun fasse des concessions et que nous réservions nos forces pour les combats futurs...

Le Bureau national, les conseils fédéraux et le Conseil national peuvent adopter chacun sa « ligne moyenne ». L'essentiel, à mon avis, c'est que les délégués n'aient pas de consignes impératives conduisant à des clivages regrettables, mais qu'ils puissent, au contraire, travailler tous à l'élaboration d'une attitude qui réserve l'avenir.

Ne confondons pas un épisode peu favorable, un mauvais moment à passer, avec les batailles essentielles qui peuvent se préparer dès maintenant mais qui, malheureusement, ne seront pas même amorcées le 5 décembre.

Henri Longeot.

LE P.S.U. a mené campagne pendant des mois pour une candidature unique de la Gauche sur un programme commun. Une candidature existe aujourd'hui et il ne dépend plus que du P.S.U. qu'elle soit celle de toute la Gauche.

Beaucoup de camarades disent : notre refus nous couvrirait de ridicule, c'est vrai ! Mais il ne s'agit pas que de ridicule. Il s'agit du refus d'un examen sérieux de la situation et de nos possibilités.

Nous nous étions fixés un certain nombre d'objectifs ; la situation créée par la candidature Mitterrand montre que nous n'avons atteint ces objectifs que très partiellement.

Devons-nous rejeter ce qui est acquis au nom de ce qui ne l'est pas ?

Il faut répondre sans biaiser : on ne peut demander de voter pour en démontrant par toute notre attitude que nous sommes contre. Ces habiletés ne seront en aucun cas payantes : si le résultat du 5 décembre est bon pour la Gauche, nous paierons cher notre isolement boudé ; si le résultat est mauvais, on nous rendra pour une part responsables et nous paierons plus cher encore. Toute voix enlevée au candidat de l'opposition de gauche contribue à créer la situation souhaitée par Mollet : ne laisser en présence que le candidat gaulliste et un autre candidat réactionnaire.

Avant de choisir la politique du pire, il faut ouvrir le dossier : nous avons 4 éléments d'appréciation :

1° **Le candidat.**
Nous avons fait tout ce qui était possible pour que l'entente se réalise sur le nom de notre camarade Daniel Mayer, parce que sa candidature nous apparaissait comme la garantie et le symbole d'un accord politique sérieux et offensif de la Gauche. Mais nous n'avons jamais fait du succès de cette tentative une condition de notre appui à la candidature unique.

2° **Le programme.**
Il est loin de répondre à toutes nos exigences. Il faut donc ouvrir un dialogue public et contre-proposer. Il faut notamment montrer la nécessité de l'abrogation de l'actuelle constitution, celle de réformes de structures, condition d'une planification contrôlée par les travailleurs,

fixer comme objectif de politique extérieure le désengagement parallèle de l'ensemble des pays européens à l'égard des blocs.

Refuser de faire campagne pour un candidat unique de la Gauche qui ne souscrirait pas à ces conditions, ce serait décider une fois pour toutes que nous ne ferons alliance qu'avec ceux qui accepteraient tout notre programme. Cela placerait en situation difficile telle de nos fédérations qui a négocié des compromis très souples lors des récentes élections municipales. Ce qui en tout cas serait incompréhensible, c'est qu'en écartant toute forme de dialogue nous refusions à Mitterrand ce que nous n'avons pas refusé à Defferre. Ou faudrait-il comprendre que certains jugent la candidature Mitterrand plus négative que celle de Defferre ?

3° **Quelles forces politiques soutiennent Mitterrand ?**

A Gennevilliers, nous avons dit qu'il n'était pas possible de s'allier avec le M.R.P. et d'écarter les communistes. Le changement, à cet égard, est éclatant. Allons-nous aujourd'hui compter pour rien la réalisation de cet objectif que nous avons considéré comme un des plus importants : les deux principales organisations politiques de Gauche sont du même côté ?

C'est à nos yeux une condition non suffisante, mais nécessaire, du développement d'un processus unitaire et il est proprement impensable que nous nous mettions en travers. Et comment ignorer, au-delà de considérations tactiques qui furent prépondérantes, la signification plus profonde de la décision communiste, laissant espérer le déblocage tant attendu de l'édifice stalinien ?

En tout cas, nous ne pouvons devenir le Parti qui combat ou qui boude les situations unitaires sous prétexte que l'unité est imparfaite. Il n'y a qu'une attitude politique : c'est de partir de ce qui est pour aller plus avant.

Ceux qui ont de bonnes raisons de considérer que tout pas vers l'unité leur est dommageable ne s'y sont pas trompés. La presse réactionnaire, qui avait montré tant de complaisance pour la tentative Defferre,

L'heure des sectes ?

fait feu contre la candidature Mitterrand telle qu'elle se présente aujourd'hui. Allons-nous donner des armes à ces gens-là ?

Et si de Gaulle modifiait le jeu en ne se présentant pas, si l'hypothèse d'un retournement de Mollet se précisait, notre retrait sur l'avenir paraîtrait absurde. Il nous priverait de toute possibilité d'intervention. Laisserions-nous croire que nous nous réjouissons du coup de poignard dans le dos porté par Mollet à la candidature unique ?

1° **L'accord politique.**

Si minime qu'il soit, l'échange de lettres entre Mitterrand et W. Rochet est un fait positif. Ce n'est pas un véritable accord politique, tant s'en faut. Mais c'est un changement notable par rapport à l'attitude de Defferre ; c'est un premier engagement réciproque qui vaudra ce qu'en fera la volonté populaire.

Un véritable accord politique de la Gauche ne sera le résultat que d'une longue série de luttes partielles, parmi lesquelles s'est inscrite l'action pour une candidature unique. Nous n'avons jamais dit, en tout cas, que, faute d'un tel accord, nous refuserions de soutenir cette candidature. Notre ligne de conduite.

1) L'accord de fait réalisé sur un candidat unique doit permettre de rassembler le maximum de forces contre le régime gaulliste et sa politique, considération qui semble tenue pour accessoire par certains camarades.

2) Le P.S.U., avec la volonté de dialogue, formule des contre-propositions publiques de programme.

3) **L'objectif principal** du P.S.U. dans cette campagne est de créer les meilleures conditions pour un véritable accord politique, pour un contrat de toute la Gauche dans la période suivante, l'une de ces conditions étant le succès de la candidature unique de l'opposition de gauche.

C'est en participant pleinement à la campagne que nous ferons avancer nos idées, que nous dissiperons les illusions sur les conceptions faussées unitaires du P.C.F. et que

nous aiderons les travailleurs à les dépasser. Il ne s'agit donc pas de faire la campagne de Mitterrand. La campagne doit être une étape de notre politique unitaire. Il est souhaitable, de ce point de vue, que l'ensemble des organisations de gauche soit le plus souvent possible unies dans cette campagne, que les comités d'unité, type comité Jean Vilar par exemple, deviennent des comités pour un véritable accord politique de toute la Gauche.

Le choix que nous faisons est important : nous refusons d'abriter l'isolement de quelques sectes qui nous poussent à présenter la candidature « d'avant-garde » du « socialisme pur ». En période de creux du mouvement des masses, l'avant-gardisme ne donne pas une avant-garde, il secrète une secte : nous saurons bientôt si l'heure des sectes a décidément sonné pour le P.S.U.

Quelques camarades, avec qui j'étais d'accord à l'époque, évoquent le précédent de la grève des mineurs : en ce temps-là, nous nous sommes heurtés, il est vrai, aux appareils, mais avec l'appui des masses. On nous propose aujourd'hui d'être contre les appareils sans les masses.

Nous n'avons pas le droit de compromettre nos chances, limitées mais réelles, d'être entendus des forces essentielles du mouvement ouvrier et démocratique. Pour être entendus, il nous faut être avec elles dans la bataille, sans mauvaise humeur et sans suivisme, comme nous l'avons fait bien souvent et récemment encore lors des municipales. Croit-on que tant de fédérations, de sections qui, pendant des mois, ont mené campagne pour un candidat unique de la Gauche vont saccager le résultat imparfait mais réel de leurs efforts en choisissant maintenant de s'isoler ?

Pour préparer l'avenir, il faut être présent aujourd'hui.

Jean Popereon.

Suite des Tribunes
libres en page 8

YO



Six Républiques et deux provinces autonomes

les échelons : au niveau des arrondissements (collectivités de communes), des républiques, de l'Etat fédéral. C'est ainsi qu'aux côtés des députés au Conseil fédéral élus au suffrage universel, après désignation par les assemblées communales, siègent les députés au Conseil économique, au Conseil pour l'éducation et la culture, au Conseil pour les affaires sociales et la santé, au Conseil politico-organisationnel. Le Conseil fédéral — qui joue à peu près le rôle de notre Assemblée Nationale — délibère à égalité de droits avec chacune de ses assemblées, émanations des communautés de travail, pour les questions de leur compétence. A noter que l'Assemblée fédérale a la possibilité de consulter les citoyens par référendum (ce qui ne s'est jamais fait jusqu'ici).

Ce qu'il faut souligner également, c'est le caractère fédéral de l'Etat yougoslave. Des assemblées et des gouvernements existent au niveau des six républiques : Serbie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Slovaquie, Ma-

LA Yougoslavie est un pays que découvrent de plus en plus les touristes étrangers attirés par le soleil et, pour un certain nombre d'entre eux, par un taux de change favorable. On rencontre ainsi Français, Allemands, Tchèques, etc., sur des routes qui ne sont pas toujours en bon état et dans des trains (à traction diesel) dont la lenteur n'exclut pas l'exactitude.

La Yougoslavie n'est plus le pays qui recevait essentiellement des visiteurs sympathisant avec le régime ou simplement curieux d'une expérience socialiste originale. A Belgrade — qui est une vraie capitale, avec ses larges avenues et ses parcs bien arrosés — des magasins aux vitrines élégantes offrent des marchandises vendues avec réduction aux touristes. A Dubrovnik — l'antique Raguse dont les remparts dominent la mer Adriatique — on ne peut faire un pas au mois de juillet sans buter sur un étranger en tenue légère en train de mitrailler un coin de pierre avec son appareil photographique.

Zagreb (capitale de la Croatie et seconde ville du pays) a un aspect plus provincial. Les vêtements et les chaussures exposés dans les vitrines n'ont pas la même qualité qu'à Belgrade ; les voitures y sont plus rares et les chauffeurs parfois inexpérimentés ont du mal à ne pas écraser les malheureux piétons. En fin d'après-midi, certaines rues sont d'ailleurs interdites à la circulation, ce qui permet à la foule de s'y répandre librement (on pratique, en Yougoslavie, la journée continue de 7 à 14 heures, la durée légale hebdomadaire du travail étant de 42 heures).

Bien particulière également est Sarajevo, la ville aux cent minarets, fondée au XV^e siècle par les Turcs, capitale de la Bosnie-Herzégovine, qui s'étale au pied de la montagne.

Une expérience originale

Mais la Yougoslavie n'est pas seulement riche des vestiges du passé, de la diversité des peuples qui la constituent : Serbes, Croates, Slovènes, Monténégrins, Macédoniens, plus une dizaine de minorités nationales. Elle n'est pas seulement riche de la variété de ses paysages : vallons slovènes, fertile plaine de Voïvodine, montagnes et rivières de Bosnie, rivages desséchés de l'Adriatique qui rappellent ceux de la Méditerranée...

La Yougoslavie est riche de l'effort de ses habitants pour vaincre une nature souvent ingrate, arracher le pays au sous-développement, construire un Etat fédéral respectueux de l'originalité des diverses républiques, fonder une « communauté socialiste » qui par ses réalisations, attire l'attention du monde. De cet effort témoignent l'industrialisation d'un pays qui, sous l'ancien régime, était essentiellement agricole

et dont les richesses naturelles étaient exploitées par le capital étranger. Le développement de la construction de logements, l'essor en matière d'enseignement et de santé.

Cet effort a naturellement commencé dans la Résistance et s'est poursuivi après la Libération, mais il est évident qu'il a été considéré avec le plus grand intérêt par les socialistes authentiques, depuis la rupture spectaculaire avec Moscou, en 1948.

Le conflit opposant à l'origine un Etat à un autre Etat n'a pas tardé à s'approfondir en un conflit d'ordre idéologique. Les communistes yougoslaves qui, même après la condamnation du Kominform, se voulaient fidèles à Staline, devaient être bientôt les précurseurs de la déstalinisation. Sans doute, Trotsky s'était déjà dressé, au sein du mouvement communiste, contre la dégénérescence stalinienne, mais il l'avait fait surtout au nom du passé. Les premiers, les Yougoslaves ont montré que le communisme avait un avenir.

Et si, depuis lors, Tito et ses camarades se sont rapprochés de P.U.R. S.S., s'ils sont du même côté que celle-ci contre le dogmatisme chinois, ils n'en ont pas moins conservé leur indépendance et une originalité qui fait toujours un peu d'eux, dans le monde communiste, des hérétiques. Où en est l'expérience yougoslave ? C'est ce que nous allons nous efforcer d'examiner dans cette série d'articles, sans chercher à dissimuler les ombres et les lumières de la Yougoslavie actuelle.

Un souci de démocratisation

Ce que nous voudrions examiner tout d'abord, c'est l'évolution des institutions yougoslaves, évolution qui, sans remettre en cause les bases du système, traduit un souci de démocratisation et de retour — au-delà de la déviation totalitaire — à un socialisme plus authentique.

A la propriété sociale des moyens de production, c'est-à-dire au socialisme classique, à la planification de l'économie, caractéristique du socialisme moderne, les Yougoslaves ont ajouté l'autogestion conforme aux préoccupations du socialisme originel.

Les premiers conseils ouvriers datent de 1950, deux ans après la rupture avec Staline et depuis lors l'autogestion a été étendue à toutes les activités sociales (comités scolaires, conseils coopératifs dans l'agriculture, conseils d'immeubles, etc.).

Parallèlement les Yougoslaves ont procédé à une décentralisation de la planification, lui ont donné une allure plus empirique, au point qu'à l'Institut économique de Zagreb on nous a dit que les plans à long terme ne pouvaient avoir qu'une valeur indicative, comme les plans français !...

Par ailleurs, la volonté de créer une société égalitaire se traduit présentement par la répartition du revenu selon le travail fourni. Tito l'explique ainsi : « Au lieu d'instaurer une égalité qui ne stimule pas mais freine le développement de la productivité du travail, nous devons appliquer le principe de la rémunération selon le travail et une « inégalité » fondée sur le principe : « A chacun selon ses capacités et son travail », lequel dans la phase actuelle stimule dans la plus grande mesure le développement des forces productives. De cette façon, nous prenons les voies qui nous rapprochent de la pleine égalité, laquelle peut être atteinte dans l'abondance des produits, alors que sera réalisable le principe : « A chacun selon ses besoins. »

La volonté de revenir au socialisme original se traduit d'autre part par l'importance donnée à la commune qui est non seulement une unité administrative, mais joue aussi un rôle économique (création de nouvelles industries, contrôle et coordination de l'activité des entreprises situées sur son territoire).

L'assemblée communale est composée de deux conseils : le conseil communal et le conseil des communautés de travail. Alors que les membres du premier sont élus à partir de dix-huit ans par l'ensemble des citoyens, les membres du second sont élus par les travailleurs.

On retrouve ce même souci de représentation des producteurs à tous

Un reportage de Mauri

cédoine et Monténégro. La Serbie comprend en outre deux régions autonomes : la Voïvodine, grenier de la Yougoslavie et la province de Kosovo-Mébohie qui est par contre une de régions les plus arriérées du pays.

Les assemblées des républiques élisent un Conseil des nationalités chargé de veiller au respect des droits de chacune d'elles.

Les organes fédéraux ont pour attributions essentielles : la défense nationale, les affaires étrangères, la planification au stade de la Fédération (les Républiques, les communes, les entreprises élaborent également des plans).

A côté du Conseil exécutif fédéral — le gouvernement — désigné par l'Assemblée fédérale, le Président de la République dispose de larges pouvoirs. Sans vouloir se livrer à des comparaisons désobligeantes, on peut dire que ces pouvoirs sont particulièrement étendus dans le cas de Tito.

Il est significatif que la règle du non-renouvellement des mandats qui, depuis 1963, concerne les élus aux différents Conseils et le Président de la République, ne lui est



Le siège du Parlement, à Belgrade : l'Assemblée fédérale comprend cinq conseils.

pas appliquée. Il y a là en tout cas une des dispositions les plus intéressantes de la nouvelle Constitution yougoslave. Le fait de ne pouvoir disposer de plus de deux mandats successifs n'entraîne sans doute pas la mise à la retraite des responsables appelés à d'autres fonctions, mais il a pour conséquence une rotation des cadres qui permet de combattre la bureaucratisation et la routine. On retrouve ce souci de démocratisation dont nous parlions plus haut et qui en principe va fort loin puisque les dirigeants yougoslaves ont repris à leur compte la théorie marxiste du dépérissement de l'Etat que Staline avait mise sous le boisseau en invoquant l'hostilité de l'entourage extérieur.

Si l'on en croit l'appréciation optimiste de Kardelj, « il s'est révélé que les conseils ouvriers, en collaboration avec la commune, peuvent remplacer entièrement, dans la gestion directe de la production, aussi bien le capitaliste que l'appareil administratif d'Etat ».

Combes et Yves Durrieu

Cependant une démocratisation accentuée de la société et la pratique de l'autogestion exigent un haut degré de conscience socialiste, une éducation poussée de tous les animateurs de la vie sociale. C'est le rôle qu'assignent les théoriciens yougoslaves à ce qu'ils appellent les organisations socio-politiques : en premier la Ligue des communistes, mais aussi l'Alliance socialiste du Peuple travailleur, la Confédération des Syndicats yougoslaves, l'Union de la Jeunesse de Yougoslavie.

Le rôle de ces différentes organisations nous a été exposé au secrétariat de l'Information à Belgrade par des responsables de chacune d'elles. Dans ce concert, toutefois, le responsable aux questions idéologiques de la Ligue avait le premier rôle, parlant le premier et se permettant ensuite de compléter, voire de rectifier les propos de ses camarades.

L'ancien parti communiste — devenu la Ligue des Communistes de Yougoslavie — ne veut plus être « un facteur du pouvoir mais un facteur de la conscience. » La Ligue se défend d'être un parti unique mais se veut, comme on nous l'a déclaré, « le guide de l'activité socio-politique du pays ». Détentricesse de la critique sociale, elle peut aussi être critiquée. Il est bien entendu toutefois que l'avant-garde doit s'imposer par la force de ses arguments, en donnant l'exemple.

Indépendante en principe du pouvoir politique, la Ligue des communistes contribue en fait à orienter puissamment l'activité de celui-ci. Tout d'abord, dans les assemblées de base chargées de préparer les élections, les militants de la Ligue ont — avec ceux de l'Alliance — « un rôle important dans la présentation des candidatures, rôle qui consiste dans la tâche de réaliser le caractère démocratique des élections et dans la tendance à faire élire des cadres capables d'assumer les tâches responsables de l'assemblée et d'autres fonctions sociales » (Kardelj). En second lieu, la plupart des membres des assemblées proprement politiques sont membres de la Ligue et les communistes sont également nombreux dans les organismes communaux et dans ceux de l'autogestion. Selon des chiffres datant de 1957-1958, ils occuperaient 59 p. 100 des sièges dans les conseils communaux et 62,6 p. 100 des sièges dans les conseils de citoyens (commissions communales) ; il y aurait également 37 p. 100 de communistes dans les organismes d'autogestion du pays (1).

Fort de environ un million de membres (sur 19 millions d'habitants) adhérant à l'idéologie marxiste, la Ligue des communistes est en quelque sorte le cerveau de la société yougoslave. Ses responsables déplorent toutefois que les paysans y soient insuffisamment représentés (8 p. 100 des effectifs) ; le nombre des paysans communistes a en effet beaucoup baissé depuis les années d'après-guerre en raison de l'urbanisation accélérée et des expériences malheureuses de collectivisation agricole.

Aussi bien « le rôle dirigeant » de la Ligue n'est pas niée par les théoriciens du régime. Selon l'un d'eux, elle est « la condition indispensable d'un développement plus rapide de l'autogestion et de la lutte organisée des forces socialistes pour ce développement, et non pas son obstacle ou son frein ».

Mais en vertu d'un renversement dialectique, c'est précisément ce développement de la démocratie directe qui permettra la disposition du rôle dirigeant de la Ligue des communistes expressément prévue dans le programme de cette dernière : « Cette disparition ira de pair avec le processus objectif du dépérissement des antagonismes sociaux et de toutes les formes de contrainte qui ont été engendrées historiquement par ces antagonismes ». On retrouve là la thèse du dépérissement de l'Etat.

Après avoir souligné l'importance du rôle de la Ligue, il nous faut parler de l'Alliance socialiste qui, orientée vers les tâches pratiques, contribue également à l'encadrement des masses. L'Alliance socialiste est issue de l'ancien Front populaire constitué dans la Résistance, sous la direction du Parti communiste. L'Alliance adopte d'ailleurs le programme de la Ligue des communistes basé sur le marxisme mais il n'est pas nécessaire pour ses membres d'adhérer à l'idéologie officielle.

L'Alliance socialiste — qui s'était fait représenter au dernier congrès du P.S.U. — compte 7.500.000 membres (près des deux tiers des électeurs). Organisée territorialement, elle comprend une vingtaine de milliers de sections qui groupent les citoyens selon leur intérêt pour les différents secteurs de la vie socio-politique : développement communal, économie, scolarité, autogestion sociale, commerce, santé publique, etc. Pratiquement tous les membres des assemblées politiques et des organismes d'autogestion appartiennent à l'Alliance socialiste.

« Présente à tous les niveaux du Pouvoir, l'Alliance est un instrument très efficace de transmission des exigences populaires formulées à travers ses organisations membres » (2).

Remarquons à ce sujet que trois organisations de masse adhérant aux buts de l'Alliance y sont affiliées collectivement : ce sont la Confédération des Syndicats, l'Union de la Jeunesse et l'Union des associations d'anciens combattants.

Avant de parler du rôle des syndicats, il convient de noter que l'Union de la Jeunesse de Yougoslavie compte 1.700.000 membres, soit 75 p. 100 des jeunes de 14 à 25 ans (y compris les étudiants). Son rôle est de les préparer à la vie politique et sociale. L'Union de la Jeunesse comprend des organisations spécialisées (éclaireurs, associations sportives, culturelles, musicales, de technique populaire, etc.). L'Union anime également le mouvement du travail volontaire qui a pour but de faire contribuer les jeunes à des travaux d'intérêt public (par exemple la construction d'autoroutes). Les volontaires, recrutés pour un ou deux mois, sont logés et nourris en échange d'un travail de six heures par jour ; parallèlement, ils font l'apprentissage de l'autogestion.

D'autre part, l'Union se préoccupe des problèmes matériels et sociaux intéressant la jeunesse (bourses, logements, etc.) et elle est représentée dans les comités chargés de la préparation des lois.

Les syndicats et l'autogestion

Il est souvent difficile de préciser le rôle des syndicats dans les pays de démocratie populaire. Ils conservent en principe un rôle de défense des droits ouvriers ; d'amélioration du standing de la classe ouvrière mais en réalité, du fait de la produc-



Tito : un président de la République doté de larges pouvoirs

tivité et de l'amélioration de la formation professionnelle.

Les syndicats yougoslaves — qui comptent actuellement 3 millions de membres, soit 85 p. 100 des ouvriers — ont sans doute rempli cette fonction d'encadrement des travailleurs dans la période dite administrative, avant l'introduction de l'autogestion.

Celle-ci devant cependant contribuer à modifier leur rôle, sans que la gestion des moyens de production par les travailleurs eux-mêmes entraîne comme on aurait pu le croire leur disparition.

« Il est clair, écrit Kardelj, que dans ces nouvelles conditions le rôle des syndicats devait également changer. En effet, dès que les conseils ouvriers ont commencé à fonctionner dans les entreprises et les conseils de producteurs dans les communes, les syndicats ont commencé à perdre leur rôle antérieur de protecteur des intérêts économiques immédiats de la classe ouvrière dans son ensemble, pour devenir davantage un facteur de contrôle ouvrier dans la production et le protagoniste de l'initiative ouvrière dans la production sociale. »

Comment les syndicats jouent-ils ce rôle de stimulants ? Tout d'abord par leur action au moment de l'élec-

tion des conseils ouvriers (action assez comparable à celle de la Ligue et de l'Alliance pour l'élection des autres organismes socio-politiques). Les listes sont presque toujours présentées par les syndicats qui s'efforcent également de créer un climat favorable à la participation des travailleurs au scrutin. 35 p. 100 des membres des conseils ouvriers sont par ailleurs des militants syndicaux mais ils sont élus comme les autres membres à titre individuel.

D'autre part, les syndicats doivent protéger les travailleurs contre les erreurs des organes d'autogestion, lutter contre les tendances à la bureaucratisation et à l'octroi de privilèges aux représentants élus. Pour ce faire, ils doivent inciter les membres des collectivités de travail à contrôler l'activité des organes d'autogestion, à exiger des comptes rendus et des informations. Ils peuvent même provoquer une réunion du collectif ouvrier pour demander la révocation de tout le conseil ouvrier ou de certains de ses membres. Si la majorité des travailleurs de l'entreprise approuve la proposition au scrutin secret, on procède alors à de nouvelles élections.

Tito lui-même a beaucoup insisté sur le rôle éducatif des syndicats : « Ce qui est particulièrement important, c'est le rôle éducatif des syndicats, c'est-à-dire la formation des ouvriers pour la solution indépendante des questions d'un intérêt commun et général, de même que pour le développement de leurs capacités de travail ; par l'organisation de diverses formes d'éducation économique, professionnelle, culturelle et autre, les syndicats forment les ouvriers, tant pour leur travail professionnel, que pour leur participation active aux organes d'autogestion ouvrière, de la commune et de la gestion sociale. »

On notera à ce sujet que les syndicats s'efforcent d'orienter les travailleurs vers les universités ouvrières qui existent dans plus de 240 villes de Yougoslavie. Dans ces établissements financés dans les communes et les entreprises — comme l'Université Moshka Pijade, que nous avons visitée à Zagreb — les ouvriers peuvent améliorer en dehors des heures de travail leurs connaissances générales, économiques, professionnelles. Cet enseignement est basé sur les techniques de la pédagogie pour adultes et les observations de la sociologie empirique.

Par ailleurs, Tito estime que les syndicats doivent travailler également « à l'harmonisation des intérêts généraux, ainsi qu'à la protection des droits autonomes et autres ainsi que des intérêts des travailleurs ».

Mais cette harmonisation des intérêts n'est pas toujours facile à réaliser. C'est ainsi que, favorables en principe à l'augmentation de la productivité, les syndicats sont amenés à s'opposer souvent aux licenciements de femmes ayant des enfants en bas âge, de mutilés du travail, d'ouvriers qui ne pourraient trouver un nouvel emploi. Les syndicats doivent lutter d'autre part contre les tendances au « nivellement » des revenus individuels ou au contraire à une ouverture trop large de l'éventail hiérarchique, contre les avantages excessifs accordés aux travailleurs de certaines branches ou de certaines entreprises.

On peut se demander toutefois dans quelle mesure ces préoccupations sociales sont compatibles avec la volonté d'adapter l'économie aux lois du marché, caractéristique de la nouvelle réforme économique. Aussi bien c'est de l'économie yougoslave que nous allons maintenant parler, après cet aperçu bien imparfait des institutions yougoslaves dont la complexité ne peut que dérouter l'observateur étranger.

(1) Cité par Albert Melster : *socialisme et autogestion : l'expérience yougoslave*, (2) Albert Melster : *Id.*

L'Unité avant tout

J'AI lu avec intérêt les deux points de vue présentés par Daniel Mayer et Heurgon au sujet de la candidature Mitterrand. Les arguments de Heurgon sont bien ceux qui viennent à l'esprit non seulement des militants du P.S.U., mais aussi du P.C., de la S.F.I.O. ou des divers syndicats. Mitterrand n'est pas pour nous le candidat idéal, et les conditions dans lesquelles il se présente ne sont pas celles que nous souhaitons. Mais nous sommes devant une situation de fait, et, sur ce point, je rejoins la position de Daniel Mayer : je ne reprendrai pas ses arguments, mais je voudrais étudier les choses d'une façon concrète, telles qu'elles se présentent au responsable d'une fédération de province, assez proche de l'opinion pour pouvoir prévoir ses réactions.

L'éventualité d'un candidat P.S.U. est pratiquement impensable. Sur le plan matériel, nous n'aurions certainement pas les 5 % dans le département (et pourtant le Finistère a non seulement un député P.S.U., mais quatre conseillers généraux et de nombreux maires); ce serait ruiner financièrement notre parti. Et, d'ailleurs, nos élus montreraient peu d'enthousiasme pour appuyer cette candidature. Sur le plan politique, ce serait aussi ruiner le P.S.U., qui perdrait tout le bénéfice de notre attitude passée, en particulier pendant les élections municipales et depuis. Ce serait le meilleur cadeau à faire aux dirigeants de la S.F.I.O. comme à ceux du P.C., pour qui notre action a été jusqu'ici fort gênante, et qui seraient heureux de nous voir faire ce faux pas.

Demander aux électeurs un vote nul? C'est une position difficile, que nous avons défendue lors du dernier référendum, dans des conditions bien meilleures : nous avons obtenu quelques résultats, mais cette fois ce serait bien plus aléatoire, et probablement fort mal compris.

Nous tenir à l'écart de la campagne? Il serait curieux, d'une part, que nous qui demandons aux citoyens de participer à la vie politique, nous restions en dehors de cette bataille, et perdions ainsi une occasion de faire connaître nos idées, et, d'autre part, qu'après avoir tant parlé de la candidature unique de la gauche, nous boudions quand elle est réalisée. Et ce serait laisser la conduite de cette campagne aux autres partis, alors que notre présence permettrait de parvenir à des actions unitaires.

Il me semble donc que la seule possibilité soit d'accepter la candidature Mitterrand. Mais il n'est pas question de nous contenter de suivre les initiatives des autres : dans la mesure où Mitterrand n'a, en fait, pris aucun engagement envers nous, nous n'en avons pas plus à son égard. Rien ne nous empêchera de défendre nos idées, et d'essayer de faire de la candidature unique de la gauche non pas un aboutissement, mais un point de départ vers des actions plus conformes à nos objectifs. Devant l'opinion, nous présenterons une argumentation solide : nous aurions souhaité un accord complet sur le programme, comme nous l'avions proposé; comme cela n'a pas été possible, mais qu'un candidat unique se présente, malgré les réserves que nous pouvons faire, nous nous rallions par souci d'unité.

Si le résultat est satisfaisant, nous pourrions nous flatter d'y avoir participé; s'il ne l'est pas, d'une part, on ne pourra pas nous reprocher d'être une des causes de l'échec, et, d'autre part, nous pourrions à juste titre en tirer la leçon, en montrant les erreurs commises. Dans tous les cas, nous aurons travaillé dans l'intérêt de notre parti et, ce qui est plus important, dans l'intérêt de la gauche tout entière...

Paul Trémintin,
secrétaire général du Finistère.

Un peu de sens politique

LA Gauche est malade, très malade, et le diagnostic est facile. La Gauche est coupée en deux, ou plutôt en trois : une S.F.I.O. qui, trop vite, glisse vers la droite, se sclérose et meurt. Un P.C. qui, trop lentement, émerge de son stalinisme. Entre les deux, une masse de gens de gauche de bonne volonté, que le P.S.U. n'a pas suffisamment réussi à aimer, et dont la majorité erre dans la nature.

Pour qu'une Gauche renaisse, il faut retoucher la S.F.I.O. sur la pente fatale, sortir le P.C. de son ghetto, mobiliser les dépolitisés par la chaleur de l'unité.

Le P.S.U. a compris, dès l'abord, que l'élection présidentielle offrait une occasion exceptionnelle pour tenter de ressouder la Gauche autour d'un candidat unique, et d'un programme unique (je reviendrai sur cette question de programme).

C'est nous qui avons suscité ce mouvement vers le candidat unique dont le porte-parole a été, ensuite, le comité Vilar.

Nous avons, avec raison, flétri l'arithmétique mesquine de Gaston Defferre et ses tentatives pour séduire, sous prétexte de modernisme, le Centre le plus marécageux.

Nous avons, sans succès, tenté de faire descendre dans l'arène, afin d'appeler à l'union de la Gauche, deux des nôtres, qui auraient fait, chacun à sa manière, l'unanimité enthousiaste du Parti.

Nous en étions au point mort (1), au point où paraissaient probables une candidature centriste soutenue par la S.F.I.O., une candidature communiste, et peut-être alors une candidature de principe P.S.U., quand s'est produit ce que nous n'osions plus espérer : la conjonction sur un même nom (celui de Mitterrand), du soutien de la S.F.I.O. et du soutien du P.C. ; c'est ce que nous demandions depuis des années.

Or, au lieu de bondir sur l'occasion, de revendiquer hautement notre paternité dans l'idée de la candidature unique, d'être le fer de lance d'un mouvement unitaire, on voit le P.S.U. faire le dégoûté et le délicat, trouver que le candidat n'est pas celui que nous aurions choisi, que le programme est bien flou, que l'union de la Gauche est bien circonstancielle, etc., alors que notre rôle eût été, justement, par une intervention chaleureuse et positive, de mieux

souder ce début d'union, de faire préciser les options, et, qui sait, d'agir sur le candidat.

Certains camarades imaginent-ils vraiment que, en quelques mois, nous aurions pu unir une gauche idéale sur le nom d'un candidat idéal, autour d'un programme idéal ?

Les programmes longuement discutés et fignolés, spécialité de nos congrès, ne sont pas un article d'exportation — ni vers l'électeur, ni vers les partis voisins.

Dans les circonstances actuelles — maladie profonde de la Gauche, proximité immédiate de l'échéance électorale — Mitterrand a raison de penser que seules quelques larges options, proposées aux partis et inspirées de leurs préoccupations à défaut d'avoir été discutées par eux, peuvent avoir un pouvoir unificateur.

Les options de Mitterrand sont à notre sentiment trop floues et trop balancées ? Nous pouvons (ou nous aurions pu) agir pour faire préciser certains points, pour pousser dans un certain sens.

Mais si les principales options de Mitterrand se réalisaient, si la force de frappe disparaissait en même temps que l'article 16, et que l'éducation nationale et la construction deviennent vraiment la priorité des priorités, ce ne serait déjà pas si mal.

En réalité, les forces qui sont derrière un candidat sont au moins aussi importantes, sinon plus, qu'un programme, trop facile à éluder par la suite.

Le travail sur un programme a une toute autre signification : la constitution d'une « réserve d'idées » pour le moment de la prise du pouvoir.

Mais la dynamique du pouvoir dépend, avant tout, des forces engagées.

Le vrai danger, dans la conjoncture actuelle, c'est que la coalition qui soutient Mitterrand risque d'avoir un caractère éphémère.

Ce risque est évidemment accentué par les dernières palinodies de M. Guy Mollet, et par la façon évidente dont une partie de la S.F.I.O. louche vers un centrisme plus réactionnaire que de Gaulle.

Mais nous nous trouvons alors devant la quadrature du cercle : si l'on admet a priori que la S.F.I.O. est tellement pourrie qu'il n'y a aucun moyen de la retenir dans une coalition de gauche (alors que le P.C.,

même additionné du P.S.U., est très loin du moment où il pourrait prendre démocratiquement le pouvoir), il n'y a plus qu'à « mettre les bras dans le lit » comme on dit chez nous, et à aller à la pêche en laissant régner de Gaulle ou Pinay.

Mais en fait, l'unité, même circonstancielle, a un dynamisme propre, un pouvoir multiplicateur, et le don de faire monter la température politique. Le goût du bonheur d'être ensemble agit même sur la base S.F.I.O. C'est là-dessus que nous devrions jouer, à fond, en essayant par tous les moyens de faire d'une union circonstancielle un début d'union réelle, par la vertu du combat en commun.

Quels sont les choix qui nous sont proposés ?

Il y en a cinq :

1) Soutenir franchement Mitterrand ;

2) Voter pour Mitterrand tout en disant que cela nous dégoûte (attitude particulièrement mobilisatrice, on en conviendra !);

3) Voter « anti-gaulliste » (alors, si ce n'est pas pour Mitterrand, ce sera pour Antier ? pour Marcilhacy ? pour le futur candidat centriste ?);

4) Nous réfugier courageusement dans l'abstention ;

5) Présenter un candidat P.S.U.

Les solutions 2, 3 et 4 ne sont que des variantes d'une attitude à la Ponce-Pilate indigne d'un parti politique, et dont l'ambiguïté savante ne serait comprise par personne.

Il y a deux solutions politiques : 1 et 5, Mitterrand franchement, ou un candidat P.S.U.

Négligeons le fait qu'un candidat P.S.U. n'aurait qu'un nombre ridicule de voix (c'est un risque qu'on peut assumer dans certaines cir-

constances). Ce qui est grave, c'est qu'en présentant un candidat, nous, dont la vocation est la lutte pour l'unité, nous apparaitrions comme d'odieux diviseurs.

Nous apparaitrions surtout (et ceci vaut pour les solutions 2, 3, 4 et 5) comme des farfelus.

Je crois profondément à la sincérité des camarades qui s'opposent au soutien franc à Mitterrand. Leurs arguments critiques sont souvent valables. Leurs propositions positives sont inexistantes, ou alors si confusément subtiles qu'elles ne sont compréhensibles qu'à condition d'avoir subi un entraînement à une certaine scolastique politique.

Qu'ils sortent donc de Paris, du milieu politico-intellectuel, qu'ils prennent contact avec l'électeur de gauche moyen, l'ouvrier anti-gaulliste, le jeune qui a envie de se battre !

Ils sentiront ce désir d'être ensemble, de se retrouver, d'avoir un nom à opposer à de Gaulle.

La politique, a-t-on dit, est l'art du possible. Si nous ne voulons pas que le Parti sombre dans le discrédit, il n'y a pour nous qu'une seule solution possible.

Et elle n'est pas sans espoir ni perspectives, si nous axons notre lutte sur la transformation d'une coalition éphémère en union permanente.

Andrée Pierre-Viénot.

(1) Chronologiquement, la campagne pour une candidature Daniel Mayer ne faisait que commencer quand Mitterrand s'est présenté. Mais je crois personnellement que même sans Mitterrand, elle ne pouvait pas réussir telle qu'elle était engagée, à cause de la date tardive de lancement, des conditions trop sévères posées par le futur candidat, de l'hostilité de la Cité Malesherbes.

Le masque de l'unité ou les mythologies de la gauche

DEPUIS les premières prises de position du P.S.U. sur la candidature Mitterrand, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Le P.C.F., selon le mot de Waldeck Rochet, soutient à fond François Mitterrand, et la quasi-totalité des commentateurs de la presse écrite ou parlée, à sa manière, présente le leader de l'U.D.S.R. comme le candidat unique de la gauche. On a bien pris quelque note des grincements de dents qui se sont produits dans notre parti, mais on nous tend la perche en nous suggérant de mettre fin à notre bouderie. Le P.C.F. lui-même, au lieu de continuer à nous accabler de sarcasmes, fait appel à notre bon sens.

Dans ces conditions, il est tentant et même apparemment séduisant d'opérer une retraite précipitée pour se « mettre dans le courant » ou « dans le coup », comme disent certains. Il n'est que de faire comme si derrière Mitterrand se trouvait déjà la majorité des travailleurs de ce pays, et comme s'il suffisait que le P.S.U. se rallie pour que cette candidature soit la candidature unique de la gauche et du mouvement ouvrier. En se forçant un peu, on peut même arriver à découvrir des éléments positifs dans le programme de François Mitterrand. N'a-t-il pas parlé de « coexistence pacifique » ? Audace incomparable si l'on se souvient qu'avant lui, Jean XXIII, J. F. Kennedy et le général de Gaulle avaient conféré ses titres de noblesse à ce couple de mots. On peut, il est vrai, aller un peu plus loin et affirmer que notre parti interviendra activement dans la campagne en faisant des propositions positives aux différentes composantes de ce qu'on n'ose appeler une coalition électorale pour améliorer le programme et pour faire progresser l'unité. Mais cela n'est guère convaincant, car on voit mal quiconque dans les autres organisations se soucierait de ces propositions « constructives » quand l'essentiel est acquis : le ralliement du général. Quant aux masses, dans la mesure où les formes et le caractère de la candidature leur ôtent tout moyen d'expression, il leur sera difficile de jouer un rôle dans l'histoire. Comme le dit encore Waldeck Rochet : « Quand on soutient, on soutient. »

En réalité, cette position du soutien dynamique, même agrémentée de quelques fioritures critiques, repose sur une étonnante myopie politique ou sur une incapacité à tirer les conclusions pratiques d'une analyse critique.

Car, enfin, il n'est pas difficile de

voir que l'opération Mitterrand est une variante de l'opération Defferre. L'objectif est le même : faire accepter au mouvement ouvrier les pratiques politiques du néo-capitalisme en lui enlevant toute combativité véritable. Certes, Mitterrand ne repousse pas du pied le soutien communiste, alors que Gaston Defferre, lui, prétendait obtenir les électeurs communistes tout en injuriant la direction du P.C.F. Mais il faut voir que la différence n'est que de degrés. Après l'échec de Defferre, Mitterrand a compris qu'il n'était pas possible de réaliser la réunion derrière un même candidat de l'électorat de gauche, du centre-gauche et du centre-droit. Il s'est contenté d'une tentative ayant des objectifs plus limités dans l'immédiat, ce qui ne veut pas dire qu'il ne cherche lui non plus ce grand parti démocrate à l'américaine, cette « simplification » de la vie politique chère aux commentateurs politiques. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux déclarations du candidat. Il est partisan d'une démocratie moderne de type allemand qu'il veut obtenir en retouchant la Constitution de la V^e République et en transformant graduellement les partis. Il conçoit très clairement sa candidature comme une étape allant dans cette direction, et il ne s'est pas privé de dire hautement qu'il se réservait d'approfondir ses options dans ce sens en fonction des circonstances. A ce choix fondamental viennent se greffer tous les autres : le choix en faveur de la construction politique européenne, le choix en faveur de l'atlantisme. Contre les « humeurs » gaullistes qui sèment le désarroi parmi les classes dirigeantes de part et d'autre de l'Atlantique, Mitterrand affirme par là son esprit de responsabilité, son attachement au système d'alliances du capitalisme international. C'est cela la réalité de la candidature Mitterrand.

Contre elle, il n'est pas possible qu'un parti qui se veut socialiste ne réagisse pas. Qu'on s'entende bien, il ne s'agit pas d'une question de morale ou de pureté révolutionnaire. Ce n'est pas la personnalité peu attirante de François Mitterrand qui est en cause au premier chef. En matière de rescapés de la IV^e République, il y a pire. Le problème posé est de savoir si notre parti entend combattre l'orientation néo-capitaliste et social-technocratique qui se dessine peu à peu derrière Mitterrand ou s'il entend rester passif devant une évolution qu'il a dénoncée dans ses

congrès avec véhémence. En un mot, il s'agit de savoir s'il veut rester fidèle à sa raison d'être. Bien entendu, le combat n'est pas facile ; il est

Dans la Tribune libre de la semaine dernière, j'ai cité comme un des critères sur lequel devait se fonder le choix des militants P.S.U., « la personne du candidat, le poids de son passé et de son entourage ». J'ai indiqué qu'il y avait problème. J'ai ajouté que ce n'était pas l'essentiel.

Aussitôt, Charles Hernu se sent visé ; il s'indigne et publie un communiqué dans la presse ; il me somme d'expliquer ce que j'ai voulu dire en ce qui concerne « l'entourage ».

Le mot « poids », d'après le Petit Larousse, signifie, au figuré : « force, importance ». C'est assez dire que je ne songeais pas à Charles Hernu.

Quand, en moins d'une année, un homme politique a successivement soutenu la candidature de Gaston Defferre et participé aux négociations avec le M.R.P., puis critiqué Defferre de l'avoir fait ; quand cet homme a élaboré avec Guy Mollet la « Petite Fédération » au point d'en devenir le secrétaire, puis proposé au P.S.U. d'y entrer pour combattre Guy Mollet ; quand cet homme, à présent, soutient la candidature Mitterrand et prône l'union à tout prix avec les communistes, il ne vient à personne l'idée d'écrire que cet homme « entoure ». Il utilise.

Marc Heurgon.

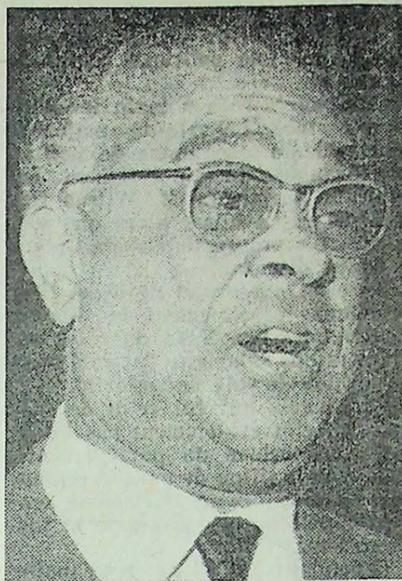
même difficile. Mais c'est devant les difficultés que les organisations politiques font leurs preuves aux yeux de leurs adhérents et de leurs électeurs potentiels ou alors qu'elles font faillite. Allons-nous sacrifier aux mythologies de la gauche (dont la principale est : faire l'union sur le programme de l'adversaire, c'est une victoire) par la crainte de l'isolement, ou allons-nous assumer comme une organisation majeure nos responsabilités politiques ? Tel est le véritable dilemme ! Les sceptiques ont déjà répondu, mais à tous ceux qui hésitent, je voudrais dire la chose suivante : « Ne perdez pas courage. La situation des ralliés et du candidat lui-même n'est pas si confortable que cela. Voyez les contorsions et les cabrioles de Mollet pour se couvrir à droite. Constatez l'absence de tout enthousiasme dans le P.C.F. Touchez du doigt l'incapacité de Mitterrand à s'attaquer aux fondements du régime gaulliste. En refusant de vous rallier, vous approfondirez les contradictions de cette juxtaposition hétéroclite. Vous poserez pour le futur les fondements d'une unité réelle. »

Notre devoir, en fait, est de combattre les illusions qui existent sur la candidature Mitterrand par tous les moyens qui sont à notre disposition. Une candidature P.S.U. est encore l'instrument le plus adéquat, mais si elle devait se révéler impossible, des modalités diverses de dénonciation des équivoques de la candidature et de lutte contre le gaullisme pourraient être mises au point. Une seule solution est à proscrire : le ralliement, car elle enlèverait à notre parti tout le crédit politique dont il jouit et accentuerait un peu plus la démoralisation que sème la candidature Mitterrand.

J. M. Vincent.

SÉNAT

| 19^e élection : la moins facile



Comment se fait-il que Gaston Monnerville n'ait recueilli qu'une voix de plus que la majorité absolue à l'élection pour la Présidence du Sénat ?

Pourquoi 127 sénateurs sur les 212 qui en 1962 avaient voté pour lui, ont-ils seulement continué à le soutenir ?

Dans son discours de remerciement, M. Monnerville n'a fait aucune allusion à cette perte de voix.

S'il l'avait fait, peut-être aurions-nous entendu les arguments suivants : « Votre vote signifie que vous commencez à me trouver encombrant.

Vous êtes tous l'opposition, certes, mais vous la préférez feutrée, et le silence sied mieux à vos divergences avec le Pouvoir. Par ma faute, le gouvernement vous boude et ne vous traite pas à votre réelle valeur.

Je suis responsable de la mise en quarantaine de l'élite que vous représentez, et je comprends fort bien vos difficultés.

On vous méprise comme on me méprise, mais vous n'êtes pas président, et ne partagez pas les avantages de ma sinécure.

Vos électeurs comprennent mal que vous soyez ainsi traité. Ils se demandent finalement s'il est bien « utile » de voter pour des gens en disgrâce.

Et si vous êtes encore les premiers en vos campagnes, vous n'êtes plus que les délaissés du Luxembourg.

Je comprends donc vos réticences. Vous pouvez craindre que le Pouvoir vous en veuille jusqu'à supprimer le Sénat. Et vous ne pouvez pas souhaiter cette décision.

Vous voulez être reconnus, honorés, respectés. Vous voulez être des parlementaires de 1^{re} catégorie. Vous voulez être reçus à l'Elysée, serrer les mains du général, ne pas être rejetés inexorablement hors d'un régime dont vous ignorez s'il ne va pas continuer.

Votre vote a voulu me donner un avertissement.

Sans moi, vous seriez plus sûrs de votre avenir.

Je vous comprends d'autant mieux que moi aussi j'ai voté contre moi.

Hélas ! Je dois pour la 19^e fois continuer mon labeur et être un exemple unique dans les annales du Parlement français. »

POMPIDOU DANS LES ARDENNES

| Un voyage qui ne fut pas de tout repos

Compte tenu de la démographie, pour donner du travail à une population industrialisée avant même que le Pas-de-Calais émerge de sa condition rurale, il fallait créer pour 1970 plus de dix mille emplois nouveaux dans le département des Ardennes.

Telles étaient les conclusions officielles de l'étude de 1958 à laquelle le Comité d'expansion économique, que présidait alors notre camarade Guy Desson, s'était livré après une enquête menée par l'administration.

En 1963, toujours satisfait de lui, nonobstant l'accueil des maires P.S.U. qui ne lui avaient pas mâché les mots — l'un d'eux lui ayant même remis un bulletin de paye d'un ardoisier de fond — de Gaulle concluait à sa parfaite confiance dans l'avenir du département.

Ce qui n'empêcha pas les statistiques de l'I.N.S.E.E. de révéler plus tard qu'à ce moment même les Ardennes avaient déjà perdu 1.782 emplois depuis 1958 !

La poursuite du plan de pseudo-stabilisation ne devait pas arranger les choses. Usines fermées, équipes débauchées, réductions d'horaires, bref, c'est maintenant 4.000 emplois qui sont supprimés tandis que la masse salariale distribuée fondait comme neige au soleil, sans qu'apparemment la béatitude de la représentation parlementaire (3 U.N.R. et 2 M.R.P.) en soit troublée.

Jusqu'au jour de mai dernier où le Conseil général s'émut violemment et, convoqué sur sa propre initiative, demanda un entretien au Premier ministre.

Lequel, après mûre réflexion, invita fin juin les parlementaires, les responsables patronaux et le seul président du Conseil général !

L'assemblée départementale ne se laissa pas intimider et renouvela ses positions en les assortissant d'une menace de démission collective.

Tel est le contexte véritable de la

Le Mans : élection cantonale

Inscrits : 29.157 ; votants : 13.036 ; exprimés : 12.837.

Ont obtenu : communistes : 2.799 ; S.F.I.O. : 752 ; P.S.U. : Michel Lucas : 521 ; M.R.P. : 4.294 ; U.N.R. : 1.181 ; indépendants : 1.435 ; droite : 1.906. Ballottage.

visite éclair de Pompidou dans les Ardennes. Inutile de dire que la presse aux ordres et l'O.R.T.F. ont préféré le panneau-réclame du bon père Noël venu apporter aide, réconfort et affection.

Passons sur les visites à ce qui, par hasard, fonctionne encore dans le département. Indifférence de la population. Manifestations des travailleurs : « Pompidou, des sous ! »

Certes, le commis du prince régissant a laissé, ici et là, quelques millions pour pallier des carences par trop criardes, mais lorsque la discussion véritable eut lieu à la préfecture, ce fut moins joyeux et on comprend la mine renfrognée que les téléspectateurs virent ce soir-là surgir sur leur écran.

C'est que, tour à tour, après le triple acte de foi des députés U.N.R. espérant que la situation désastreuse qu'ils étaient bien forcés de reconnaître allait enfin changer, les syndicalistes et les élus locaux purent s'exprimer.

On ne leur avait pas laissé plus de temps qu'il n'en faut pour cuire un œuf à la coque. Ce qui n'empêcha pas le plat servi d'être indigeste :

« Les ouvriers de Rocroi qui travaillent encore gagnent moins de 400 nouveaux francs par mois. Comment peuvent-ils vivre ? »

« Que faut-il faire des 270 élèves ayant passé leur examen d'entrée en technique et qui n'ont pu être accueillis faute de place ? »

« Allez-vous, oui ou non, classer le département en zone critique numéro 2 ? »

« Est-ce que le Conseil général du Lot consacre un milliard d'anciens francs pour une liaison rapide entre Gourdon et Cahors ? »

« Est-ce que, oui ou non, les options fondamentalement indispensables à notre survie seront prises au cours du V^e Plan ? », etc.

Du coup, notre Premier ministre pataugea avec hargne et se montra bien moins brillant dans ses réponses que dans l'exposé, cent fois ressassé, sur la politique et l'avenir de la France qu'il avait préparé à destination de l'extérieur.

A croire que MM. Rothschild frères n'ont pas perdu grand-chose quand leur fondé de pouvoir devint le petit exécutant de l'Elysée.

C. C.



Wilson : Sûr de lui-même et de sa politique.

ANGLETERRE

| L'habile M. Wilson

Décidément M. Wilson sait tirer son épingle du jeu, tous les traquenards montés par l'opposition, toutes les épreuves de force à l'intérieur de son propre parti sont surmontés par le leader du « labour » comme en se jouant.

Très décontracté, mettant ses éternelles chaussures de daim sur la table et fumant sa pipe, le chef du gouvernement a su donner à l'Angleterre l'image d'un homme sûr de lui, sûr de sa politique et de la victoire finale qui viendra la couronner.

Pourtant lorsque l'on dresse le bilan du gouvernement travailliste au cours de cette année, il n'y a là vraiment rien de très réjouissant pour un socialiste.

La position de M. Wilson est évidemment inconfortable, majorité parlementaire de plus en plus réduite, crise de la livre sterling, récession et stagnation dans l'industrie, tout cela plaide en faveur d'un plan de redressement financier avant des réformes profondes. Pourtant rien, au cours de cette année, n'a différencié le gouvernement travailliste

d'un quelconque gouvernement conservateur.

La livre a été consolidée grâce à des moyens ultra-classiques : emprunts à court et moyen terme.

La dévaluation, qui pourtant aurait permis au Trésor anglais d'éviter d'être accablé de dettes étrangères, a été repoussée avec horreur ; tout se passe comme si M. Wilson n'était plus maître de sa propre monnaie qui représente pour le capital international évidemment bien autre chose que de l'argent normal.

Ligoté sur le plan financier, en particulier par les Etats-Unis, le chef du gouvernement n'a pu définir une politique internationale intelligente et généreuse comme nous l'attendions. Les grandes idées développées au cours de la campagne électorale sont restées lettre morte ; au contraire, l'alignement sur la politique vietnamienne des U.S.A., le déclin de l'autorité britannique, autorité morale surtout au sein du Commonwealth, la lenteur à régler l'affaire de la Rhodésie du Sud, et

surtout la riposte cinglante des troupes à Aden sont encore une fois plus dignes d'un Macmillan que d'un Wilson.

Sur le plan intérieur, la récession, les difficultés sociales, en particulier chez Ford et Vauxhall où la semaine de travail pour 10.000 ouvriers a été ramenée à quatre jours, ont semblé surprendre un gouvernement qui pourtant aurait dû s'y attendre.

Autre chose plus grave, sinon pour l'économie du moins pour la morale : la loi restreignant l'immigration. Cette loi avait déjà fait l'objet d'un débat au Parlement en 1961. A cette époque, M. Gaitskell, leader du Labour, avait opposé de violentes critiques ; il est dommage que le gouvernement travailliste actuel soit l'auteur de cette loi.

Dorénavant seulement 7.500 ressortissants du Commonwealth seront admis à entrer dans le Royaume-Uni chaque année, alors que jus qu'ici le chiffre en était de 30.000.

La Grande-Bretagne devient ainsi l'un des pays les moins libéraux pour les immigrants de couleur. Les membres du Commonwealth en tiendront rigueur sans aucun doute à M. Wilson.

D'ailleurs, au congrès du « Labour Party » qui vient de se tenir à Blackpool, la journée consacrée à cette loi a été et de loin la plus pénible pour un observateur ; le racisme peu apparent, mais réel fait des progrès en Grande-Bretagne. Les interventions des délégués montraient bien que le parti travailliste lui-même n'est pas épargné. Le mal n'est pas encore grand mais les moyens choisis pour le combattre ne semblent pas être de ceux qu'un parti « social » sinon socialiste doit employer. Ce congrès de Blackpool, que l'on estimait périlleux pour M. Wilson s'est en fait fort bien passé comme s'était bien passé le congrès des Trade-Unions qui l'avait précédé. Les votes ont donné une forte majorité au leader du parti, et ceux qui s'attendaient à voir les « lions » de la gauche dévorer le dompteur en sont pour leur frais. C'était d'ailleurs méconnaître l'Angleterre et le parti travailliste que de croire que M. Wilson déjà en équilibre précaire au Parlement puisse en plus subir les assauts de la gauche travailliste. L'esprit de parti est plus fort que les sentiments dans le Royaume-Uni. C'est d'ail-

leurs une des habiletés de M. Wilson d'avoir joué avec les congressistes le rôle de l'homme aux mains liées par sa faible majorité parlementaire. « Attendez le moment favorable pour de nouvelles élections, soyez patients, rassurons d'abord le peuple anglais, colmatons les brèches de la livre, l'heure viendra ensuite d'appliquer une politique plus originale. »

Le Congrès vota à main levée et à une très importante majorité l'ensemble du programme de politique étrangère du gouvernement. La politique sociale de M. Wilson fut pareillement avalisée alors que son caractère « progressiste » était pour le moins discuté.

En effet, un projet de législation qui limite sensiblement la liberté d'action des syndicats dans les revendications salariales fut voté avec un million de voix de majorité.

Ce congrès qui fut celui de l'attente ne clôt évidemment pas le débat à l'intérieur du parti travailliste. L'opposition de gauche reprendra ses critiques au Parlement, tentant d'infléchir le gouvernement jusqu'au bout.

Cependant M. Wilson peut maintenant proclamer que le Labour est uni sous sa direction.

Si à l'intérieur du Parlement cette victoire ne change pas grand chose, c'est dans l'opinion publique que le retentissement en sera le plus grand. M. Wilson a montré qu'il avait l'étoffe d'un chef, imperturbable devant les attaques, même les plus violentes.

Le préjugé est favorable, pourtant. Si le chef du gouvernement veut imposer une autre politique que l'immobilisme actuel, il devra rapidement provoquer de nouvelles élections car sa faible majorité qui fait la joie des bookmakers anglais fait planer sur sa tête l'épée de Damoclès.

M. Wilson est habile. Espérons qu'il saura trouver une date favorable pour renforcer sa majorité.

Car si l'homme qui est à la tête du gouvernement a fait la preuve qu'il savait gouverner, il n'a pas encore montré qu'il savait innover en imposant un programme socialiste. Les travaillistes et leurs électeurs ont attendu avec patience, comprenant les difficultés du gouvernement. Il n'est pas dit qu'ils attendront éternellement.

Michel Joch.

luttent pour vivre en hommes libres. Il y a ces liens extraordinaires qui se créent entre cette Européenne et les membres sympathisants du Front national de Libération. On apprend les extraordinaires moyens mis en service par les U.S.A. et on voit comment tout cela est vain face aux rusés peu communes des gens du Vietnam. On comprend alors pourquoi les Américains n'arrivent jamais, et n'arriveront jamais à vaincre. Ainsi cette extraordinaire armée sans fusils : l'armée aux chignons, ainsi l'armée des abeilles dressées, ainsi les pièges et beaucoup d'autres manières que l'on découvre en lisant ce livre. Alors pourquoi cette lutte ? Sans

doute pour qu'il y ait souvent un enfant au buffle, gisant dans son sang, sa bête à côté de lui... En forme de conclusion, je pense que Madeleine Riffaud est la plus qualifiée pour cela :

« J'avais le cœur serré en pensant que ces jeunes soldats ne verraient pas tous la paix ni l'indépendance de leur patrie. Mais la route qu'ils suivaient n'est-elle pas la seule juste ? Les maquisards français, eux aussi, l'ont prise, autrefois, dans des circonstances identiques. »

Eric Johansson.

(1) Julliard, éditeur.

MUSIQUE

| Le M.J.Q. : Bach ou Debussy

Depuis le fameux retour à Bach postérieur à la première guerre mondiale, l'influence de celui-ci n'a pas cessé de grandir. Il y a maintenant un mythe Bach qui dépasse largement le cercle des amateurs de musique classique. Nous ne pourrions que nous en réjouir si, sous prétexte de vulgarisation ou de renouvellement, le nom de Bach n'était trop souvent associé à des entreprises musicales aberrantes.

Ceux qui aiment le jazz connaissent les Swingle Singers qui transforment les fugues de Bach en onomatopées d'une élégance contestable. On connaît aussi les « arrangements » de Jacques Loussier sur un rythme de jazz donné par une batterie et une contrebasse.

Ces deux tentatives me paraissent caractérisées par un manque de goût et d'invention personnelle. Si les Swingle Singers deviennent très vite insipides et monotones, Loussier fait plus longtemps illusion. Son entreprise n'est cependant pas différente de celle du groupe vocal et une impression de confusion, de futilité et d'impuissance se dégage rapidement de ses interprétations. En écoutant son « arrangement » de la Sinfonia de la Cantate 29 de Bach après l'œuvre originale de celui-ci, on comprend aussitôt les artifices primaires de Loussier et à quel point la profonde pulsation rythmique de Bach lui est inaccessible.

Beaucoup plus légitime semble être l'ambition du Modern Jazz Quartet, dont les membres sont d'authentiques musiciens de jazz possédant une forte culture musicale. Il y a une quinzaine d'années déjà que ce groupe, conscient de l'impasse dans laquelle s'engageait le jazz moderne, décida de le renouveler en tentant la synthèse d'une forme classique (la fugue) et de la liberté d'improvisation qui caractérise le jazz. Le résultat fut souvent passionnant et les concerts du M.J.Q. se singularisèrent par une qualité musicale inhabituelle aux concerts publics de jazz.

A une exception près, le M.J.Q. ne s'est jamais lancé dans une imitation servile de la musique européenne du 18^e siècle ; ses compositions fugues sont presque toujours originales.

Le dernier concert parisien du M.J.Q., à la Maison de la Radio, me réservait deux surprises : pas de fugue, mais un raffinement sonore plus grand que jamais ! Certes, tout ne fut pas excellent ce soir-là, mais l'ensemble, de bonne qualité, comporta quelques grands moments.

J'ai été frappé par la rigueur et la sobriété des interprétations, particulièrement par la netteté et la cohérence du pianiste John Lewis. Son toucher sec et précis, son refus de l'emphase et du pathos, la limpidité de ses « méditations » toujours équilibrées, même lorsqu'il semble chercher un thème nouveau, esquissent une dissonance ou marquer une évolution rythmique, étaient tout à fait remarquables. A ce discours clair et bien structuré s'opposait la volubilité du vibraphone de Mill Jackson dont les sonorités fluides et tremblantes m'ont semblé submerger parfois celles du piano. Connie Kay, à la batterie, n'apporte pas seulement un soutien rythmique à ce dialogue, mais participe active-

ment à la création du climat sonore, d'une manière qui n'est pas sans rappeler celle des percussionnistes de l'Opéra de Pékin.

Ajoutons un contrebassiste à ce trio et nous avons un ensemble harmonieux et détendu qui crée un domaine sonore fragile et raffiné. Le M.J.Q., pratiquant des alliances et des oppositions de sonorités, des fusions étranges de timbres, fait aujourd'hui penser autant à Webern qu'à Debussy. On se prend seulement à regretter que le cadre rythmique préétabli du jazz ne permette pas plus d'inventions à un artiste de la valeur de Lewis.

Bernard Sizaïre.

La revue PARTISANS devient mensuelle

Créée voici quatre ans, Partisans (1) a publié des numéros spéciaux consacrés à la Révolution cubaine, à l'Afrique, à la Gauche occidentale, aux thèses chinoises, au socialisme d'aujourd'hui ; des études théoriques sur l'impérialisme, le débat sino-soviétique.

Dans le numéro qui paraît ces jours-ci, on relève notamment : Capitalisme et Croissance (l'expansion d'après guerre) ; La lutte contre l'état d'urgence en Allemagne Occidentale ; La réforme agraire au Mexique, avec une présentation de René Dumont. Un article fait état de l'organisation des groupes d'auto-défense des Noirs au sud des Etats-Unis, les « diacres ».

(1) Edit. François Maspéro, 1, place Paul-Painlevé, Paris (5^e).

AIDEZ LE P.S.U. !

C'est le 16 et le 17 octobre que notre Conseil National, après consultation démocratique du Parti, fixera notre attitude à l'occasion de l'élection présidentielle du 5 décembre.

Il va sans dire que notre décision devra être connue dans tout le pays.

Or nous ne disposons pas des mêmes ressources que nos adversaires. Aussi, avons-nous besoin de l'aide de tous nos amis et de tous nos sympathisants.

Beaucoup d'entre eux ont déjà répondu à notre appel.

Je demande instamment à ceux qui ne l'ont pas encore fait de les imiter.

Envoyez les fonds à Louise Lemée, P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e, soit par chèque bancaire, soit par chèque postal : C.C.P. Paris 46-41-25.

Merci à tous.

Edouard Depreux.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 52-61, rue La Fayette Paris (9^e)

LIVRES

| Avec ceux qui souffrent

La rentrée romanesque s'annonce, semble-t-il, assez bonne. Quelques premiers livres intéressants. Je parlerai de certains dans ma prochaine chronique. Contrairement à mon habitude, je laisse de côté le roman, pour nous permettre de nous arrêter quelques instants à un reportage. Celui qu'effectua, pendant deux mois, au début de l'année 1965, Madeleine Riffaud : Dans les maquis vietcong (1).

Il me semble inutile d'insister sur l'importance du Vietcong. Les événements donnés par la radio, la télévision ou les journaux, hélas ! nous le confirment. Je crois qu'également ce livre permet de ne plus se faire de fausses idées sur les termes « Vietnam », « Vietcong ». Qu'y a-t-il derrière ces mots ? Nous avons la chance, avec Madeleine Riffaud, d'avoir un témoignage qui en soit un. Et non pas quelque chose de vaguement romancé. Donc qui n'aurait aucune valeur.

Pendant plusieurs semaines, elle a supporté la vie dure, cruelle, éprouvante de ces gens. Elle a appris à savoir se servir de la jungle, amie du Vietcong. Face à l'étendue impénétrable, que peut faire l'aviation américaine la mieux entraînée ? Rien, sinon tuer des innocents. Le livre de Madeleine Riffaud est plein de ces récits atroces où les victimes ne sont que des innocents, puisque les Américains ne peuvent en toucher d'autres. Et comme il en faut à tout prix !... Mais je préfère laisser à Madeleine Riffaud le soin de décrire. Un exemple parmi tant d'autres :

« Ce bombardement n'avait visé que nous. Il avait cependant fait une victime, dans ce coin de forêt désert, où seul un hameau de quelques paillotes, jadis détruit dans la plaine, s'était reconstruit récemment. A cette

heure d'avant l'aube, on mène paître les buffles dans des pâturages parfois éloignés des nouveaux villages. A trois cents mètres de nous, un petit garçon, sous les arbres décapités par l'explosion, était couché, tué sur le coup, auprès de son buffle éventré par un éclat.

« Entendant piquer les avions, le gardien de buffles n'avait eu ni le temps ni, peut-être, l'idée de se protéger. Seuls étaient intacts son visage rond et la fronde de bambou qu'il portait, comme tous les petits bergers, autour de son cou, suspendue par l'élastique... »

« Une heure plus tard, tandis que nos vélos cahotaient de nouveau sous le toit vert de la jungle, les singes et les mille oiseaux, longuement, ont commenté, en leur langue, l'événement.

« Nous nous taisions. C'était la veille de Noël.

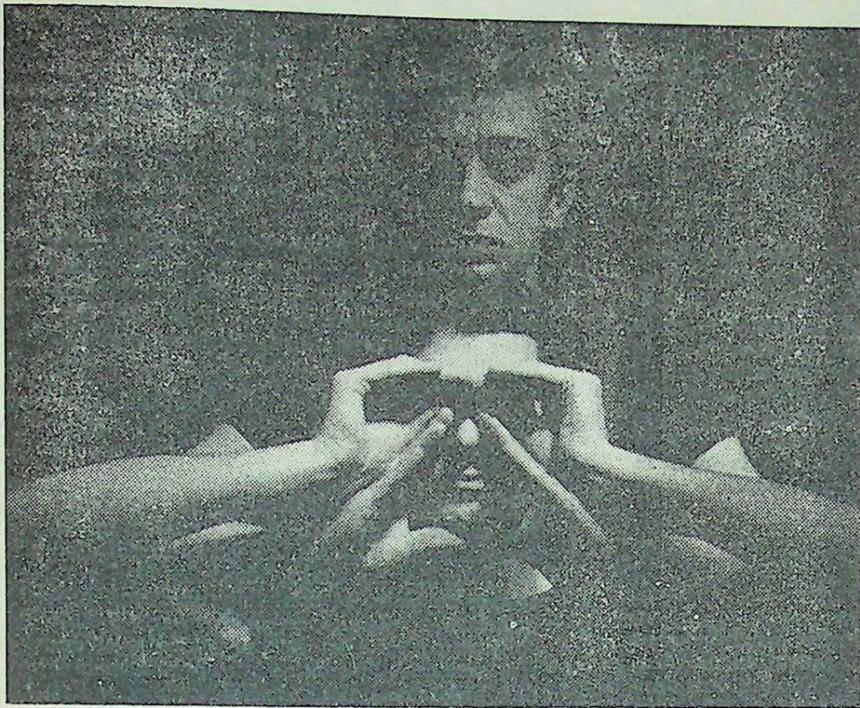
« Un peu plus tard, captant sur notre transistor la radio des Forces américaines stationnées au Sud-Vietnam, nous devions entendre je ne sais plus quel responsable du Pentagone (Taylor lui-même, je crois) affirmer que l'aviation américaine opère au Vietnam « pour protéger le peuple contre le communisme et conformément à l'idéal chrétien ».

Je crois qu'il n'est besoin d'ajouter aucun commentaire à cette citation, dont je vous prie d'excuser la longueur. Mais ne résume-t-elle pas merveilleusement, dans son horreur, la situation de cette implantation forcée des gens de Johnson.

Un autre aspect m'a frappé en lisant le livre de Madeleine Riffaud. C'est l'extrême civilisation du Vietcong. Il y a toujours la petite main qui saisit celle du journaliste pour l'aider à avancer dans la jungle. Il y a toujours le sourire de ces gens qui

VARIÉTÉS

| Maître Lafforgue



Claude Dedieu et Gérard Lebreton dans « Masques ».

Sacré Lafforgue !... Après avoir créé « L'École buissonnière », qu'il anime chaque soir avec verve et bonne humeur, le voici lançant un minuscule bistrot, jouxtant l'École, qui ne pouvait trouver meilleure enseigne que celle que René-Louis a peinte avec délectation : « La Récréation ». On y déjeune, on y soupe lorsqu'on est d'humeur à supporter la bousculade ; mais le plus intéressant, pour l'amateur de l'ambiance Rive gauche, demeure le spectacle présenté par Lafforgue dans sa grande salle de classe où le piano de Pierre Dutillet remplace le bureau du maître d'école.

Sans chamade désordonnée, l'heureux compositeur de Julie la Rousse ne cesse d'encourager les jeunes artistes qui prennent le risque de « faire du neuf ». Et pour le neuf, on est gâté cette fois !

Il est surprenant d'assister, en un lieu où la chanson et la poésie régnaient en maîtresses exigeantes, à un numéro muet. C'est pourtant ce que réussissent « Les Masques » avec une inquiétante poésie où la grâce du

geste devient l'expression précise et rigoureuse des versifications de l'espace.

Cette impressionnante prestation, due à Claude Dedieu et Gérard Lebreton, est mise en scène sur la musique étherée des structures sonores de Bachret et Lasry.

Côté piliers, « L'École buissonnière » ne risque pas de s'effondrer puisqu'elle en possède de robustes ; citons l'intelligente comédienne qu'est Christiane Lasquin chantant ses compositions délicates et malicieuses où perce une pointe d'amertume ; n'oublions pas Maurice Fanon, dont nous avons signalé, dans ces colonnes, le talent affirmé et confirmé par le Grand Prix du Disque ; redisons encore le plaisir que nous éprouvons en écoutant le provençal Paul Preiboist dont le cinéma et la télévision ont popularisé la mine incertaine. Enfin, un court métrage de Jacques Hélier, récent prix du film humoristique, complète ce bon programme destiné à ceux qui aiment se coucher tard.

Stéphane Pilliet.

THÉÂTRE

| Sartre : au bout du mal

Je me souviens des premières représentations des Séquestrés en 1959 : nous étions militaires, l'avions été ou devions l'être. La pièce de Sartre était empli de nos interrogations. Six ans ont passé, la France commence à être sérieusement touchée par les « bienfaits » de l'« affluent society ». Qu'est devenue notre responsabilité ou, mieux, quelle est notre attitude face aux œuvres qui la mettent en question ? C'est ce que je me demandais, casé dans un fauteuil à l'Athénée, en lisant un programme où l'auteur et le metteur en scène (F. Périer) plaident pour un apurement du spectacle dégage d'une actualité immédiate. Ajoutons que, par une terrible ironie de l'Histoire, on redonne Les Séquestrés d'Altona à un moment où la presse évoque quotidiennement des cas de tortures... mais cette fois-ci pratiquées en sens inverse, par des Algériens, contre quelques Français et beaucoup d'autres Algériens !

Pourtant, ne serait-ce cet éclairage imprévu, la pièce de Sartre recèle une série de dimensions qui n'avaient pas été très bien discernées en 1959. Théâtre « bourgeois », abstrait, l'œuvre est fortement centrée sur le personnage de Frantz von Gerlach, ce qui accentue encore la performance de Reggiani qui a repris le rôle. Frantz vient s'ajouter à la galerie déjà nombreuse et diversifiée des héros sar-

triens : Hugo, Goetz, Kean, etc. Or, chose curieuse et qui fait sans doute le prix de l'art sartrien, ces hommes, nés d'abord de leur idée, qui parlent souvent un langage de philosophe, ces hommes avant tout thématiques présentent cette exceptionnelle supériorité d'exister. Frantz, si l'on peut dire, crève l'écran. Sa névrose, qui n'avait autrefois paru arbitraire, m'a semblé, cette fois, attachante, profondément réelle, humaine. Certes, elle permet des gratuits de langage, mais, à travers ces entrecroisements de mots à l'état libre, se bâtit tout le système de Frantz. Méditation à boulet rouge sur le mal, la souffrance, la torture, l'acte, etc. Bref, les thèmes courants de Sartre qui, pour les toucher, ne passe pas par les allégories de tant de dramaturges actuels. En ce sens, si le théâtre de Sartre est « bourgeois », traditionnel, il demeure plus directement réaliste. Frantz n'est pas non plus le fou lucide des machines shakespeariciennes, dont la folie n'est que le commentaire de la déraison des autres personnages. Non, il est le névrosé, produit historique d'une société et de ses mythes. Et à voir Frantz se débattre, je ne pouvais m'empêcher de le rapprocher de l'asile psychiatrique où Samuel Fuller vient de filmer quelques-uns des grands types de la névrose américaine (voir Shock Corridor).

Les personnages des Séquestrés sont, en effet, des « victimes de Luther ». Cela se complique des rapports entre Frantz et son père, ce magnat déjà vu de l'industrie allemande. Ces données sont essentielles à la compréhension de la pièce. Car, dans une grande mesure, Sartre ne nous décrit pas tant le poids de la torture sur Frantz que le système qui a fait la torture possible, nécessaire. Le phénomène, par lui-même, est presque secondaire dans la pièce. Ce qui est représenté, c'est le monde où la torture naît et, en retour, se reflète, une fois accomplie. Au premier plan, bien sûr, l'Allemagne et tout son héritage économique-politique. La continuité de l'Allemagne pendant et après le nazisme prend même une consistance théâtrale, et il n'y a que l'idéaliste Frantz pour vouloir en figer le destin. Mais si on ne peut exiger réparation des pays, quelques hommes sont les témoins par lesquels la tragédie continue son chemin. Quelques hommes, la demi-douzaine de séquestrés, sorte de prototype de nous-mêmes ! Car Sartre, qui refuse une explication « marxiste mécaniste », trouve aussi, sinon surtout dans notre morale, dans notre « idéologie » les raisons du mal. Pour les von Gerlach, c'est avant tout l'orgueil légué par quelques siècles de puritanisme luthérien. « Tout valait mieux que l'impunité ». Frantz recherche l'acte véritable, indépendamment, la liberté, motivé non seulement par une volonté humaine naturelle, mais par la hauteur d'une religion individualiste. Son père l'empêche toujours d'atteindre cette liberté, parce qu'il

est le patriarcat, mais aussi parce que la société capitaliste se transmet de père en fils, sans que le fils puisse y changer un iota. Cependant, Frantz « ira au bout du pouvoir », il chassera cette impunité qui l'empêche d'exister, fût-ce au prix le plus terrible : la torture. Le mal ne le délivrera pas et la séquestration témoignera de l'échec. Lorsque le père, atteint d'un cancer, reconnaîtra sa culpabilité, le fils et le père, c'est-à-dire la même chose, se suicideront. Tout aura été tenté. Mais sur ce quoi il faut peut-être mettre l'accent, c'est que ce double suicide, en débarrassant la scène, ouvre la voie à une ère nouvelle. Le frère de Frantz et sa femme Johanna pourront éventuellement s'y frayer un chemin plus positif. Et c'est ce qui ressort aussi du très beau texte final où Frantz prophétise en quelque sorte l'annulation de son siècle, le nôtre. « Ce siècle est une femme, condamnez-vous votre mère ? » La pièce s'achève admirablement à travers la voix lointaine d'un magnétophone, un peu comme dans les satires de science-fiction à la Bradbury... Au bout du mal, il y a peut-être un autre monde...

Travail très précis et très vif de F. Périer qui donne vie aux dialogues parfois abstraits. Reggiani confonne de toutes pièces un personnage possédé et unique : le tic prend consistance et nous poursuit bien longtemps après la chute du rideau. A voir absolument.

Claude GLAYMAN.

« Les Séquestrés d'Altona », de J.-P. Sartre. (Athénée.)

Les chefs-d'œuvre des EDITIONS SKIRA à la portée de tous



pour 36 F par mois

LA PEINTURE FRANÇAISE DE FOUQUET AU XIX^e SIÈCLE

L'éloge des impressions suisses n'est plus à faire ni surtout celui des célèbres Editions SKIRA dont le nom est synonyme d'exactitude scrupuleuse et de haute qualité artistique. Or SKIRA vient d'élever, en 3 magnifiques volumes dont le texte est dû à trois éminents spécialistes, un monument à la gloire de la Peinture Française, souvent moins connue - même en France - que la peinture italienne ou hollandaise. Que de révélations contiennent ces luxueux volumes de grand format (25 x 35), reliés pleine toile sous jaquette en couleurs ! 323 reproductions en couleurs, si parfaites qu'on s'étonne de ne pas sentir sous le doigt le grain de la toile, illuminent cette Histoire de notre peinture, qui réunit enfin des œuvres éparpillées dans les Musées et les collections privées du monde entier, de POUSSIN à CEZANNE et à SEURAT, de la modération frémissante des primitifs au triomphe de la lumière : l'Impressionnisme. Vous en jugerez vous-même en demandant à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, de vous envoyer une documentation gratuite ou mieux, les volumes eux-mêmes, pour examen, franco avec droit de retour dans les cinq jours. Vous ne courrez ainsi aucun risque et vous serez sûr, en mettant dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous, de bénéficier des conditions exceptionnelles que peut vous garantir pendant 15 jours la Librairie PILOTE en vous offrant l'ensemble des trois volumes contre 12 mensualités de 36 F (ou 3 de 135 F, ou 396 F comptant).

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

La plus belle histoire de la peinture française... il faut la lire à loisir en admirant à chaque page la qualité des reproductions en couleur... une qualité hors de pair (Ecole Librairie) - Série magistrale (Information) - Excellentes reproductions (Le Figaro) - Un beau travail (Lettres Françaises) - ...passionnant (Réforme) - ... somptueusement présenté (Aux Ecoules) - Nous ne pouvons qu'en louer la richesse d'information historique, la clarté critique et la qualité technique (L'Express) - Illustration très brillante... texte solide (Nouvelles Littéraires) - Skira, "l'imagination" de notre temps (Preuves) - Qualité du texte, beauté des reproductions, cet ouvrage satisfait l'historien de l'art et l'homme de goût (Réforme) - Un enchantement (Connaissance du Monde) etc, etc...

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, PARIS-7^e T.S. 10 (valable seulement pour la France Métropolitaine).

Veuillez m'adresser pour examen gratuit LA PEINTURE FRANÇAISE DE SKIRA en trois volumes. Si je ne vous renvoie pas dans les cinq jours les trois volumes dans leur emballage d'origine, je vous régleurai : en 12 mensualités de 36 F, en 3 mensualités de 135 F, comptant : 396 F.
 Je préfère que vous m'adressiez seulement une documentation gratuite sans engagement de ma part.

Nom..... Profession.....

Adresse

..... Signature.....

N° de C.C.P. ou bancaire.....

ADEN ARABIE

CEST en 1839, après un long siège, que les troupes britanniques occupèrent Aden. De là, la présence anglaise s'étendra progressivement à tout le littoral sud de la péninsule arabique. A l'aide d'indemnités aux roitelets locaux (sultans, cheiks, etc.), la puissance protectrice passait des accords, dont des juristes ont pu récemment contester la validité internationale, mais qui à l'époque permirent d'installer autant de protectorats britanniques. Inutile de dire que de très nombreuses révoltes jalonnent l'histoire complexe et mouvementée de la région. Mais ce n'est qu'en 1947 qu'apparaît le premier mouvement nationaliste reposant sur des forces politiques organisées ; en 1950, un « Front des forces nationalistes » sera créé qui regroupe des militants de toutes les régions du Sud arabique. C'est aussi à cette époque qu'est constitué le « Congrès des travailleurs d'Aden », très puissant syndicat qui compte plus de 20.000 adhérents (dont les ouvriers des raffineries de pétrole).

Ces divers mouvements combattent surtout un appareil législatif, par lequel le tuteur colonial assure une situation répressive (lois sur la presse, etc.) ; en particulier une « loi d'urgence » qui vise à imposer l'union artificielle d'Aden et des autres émirats. Aden sera intégré à la « Fédération d'Arabie du Sud » en 1963 et, en décembre 1964, le ministre travailliste des Colonies annonçait la création prochaine d'un Etat souverain unitaire, qui réunirait tous les Etats de la Fédération.

● Des précisions nécessaires

Il faut savoir également ce qu'est Aden pour saisir le sens de l'opposition arabe aux décisions britanniques. Le port et l'arrière-pays comptent 200.000 habitants contre environ 1 million pour l'ensemble des autres émirats. C'est un foyer nationaliste particulièrement intense dont l'influence est très grande dans l'ensemble du monde arabe.

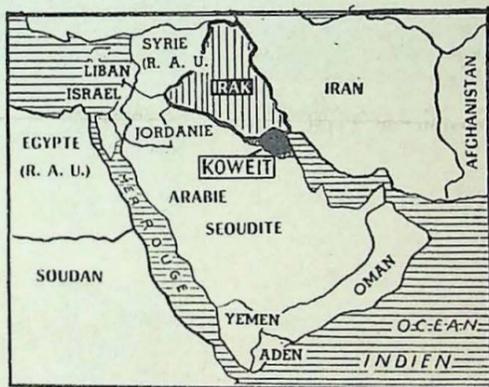
Le pouvoir politique était jusqu'ici partagé entre les Anglais et deux conseils. Les secteurs de l'économie sont surtout entre les mains de minorités étrangères (Indiens, Pakistanais, Somaliens, Juifs, Européens). Au lendemain des nationalisations en Iran (Mossadegh), les Anglais montèrent des raffineries à Aden pour les substituer à celles d'Abadan (depuis, du pétrole exploitable a été découvert sur place). Enfin, la base d'Aden joue un très grand rôle dans le système stratégique de la Grande-Bretagne : charnière entre l'Afrique et l'Asie, siège du commandement des forces britanniques au Moyen-Orient, elle couvre l'Asie du Sud-Est. Or de quoi s'agit-il actuellement ? Sinon d'unifier un pseudo-ensemble où l'importante Aden devra s'aligner sur des émirats anachroniques à la discrétion de la Grande-Bretagne. Autrement dit, une métropole, puissance économique et stratégique, où s'activent une bourgeoisie avide de diriger et une classe ouvrière avancée, serait en quelque sorte corsetée dans les jeux multiples de régionalismes contradictoires, divers et vétustes.

C'est toujours la même tactique coloniale qui repose sur des découpages arbitraires : l'Arabie du Sud n'est-elle pas le prolongement naturel du Yemen ? C'est toujours la même méthode qui vise à diviser pour régner : en prétendant unifier un monde rural, socialement féodal et économiquement sous-développé, et un secteur urbain moderne, on se prépare en fait à jouer tantôt sur les uns, tantôt sur les autres, de manière à maintenir une domination pour-

tant de plus en plus fragile. Un fédéralisme plus souple aurait tenu compte des contradictions actuelles, des inégalités de développement, et aurait laissé la porte ouverte à des solutions d'avenir reposant sur le mouvement unitaire arabe qui anime toutes ces régions, séparées ou réunifiées aussi ridiculement. Or non seulement telle n'est pas la stratégie britannique, mais encore la Grande-Bretagne vient-elle de précipiter la conjoncture sans qu'il soit possible d'en prévoir l'issue.

● Les récents événements

Le 25 septembre dernier, soudainement Londres suspend la Constitution d'Aden, pourtant d'inspiration totalement britannique, en vigueur depuis octobre 1962. Tous les pouvoirs sont remis à un haut-commissaire, sir Richard Turnbull. Les Conseils législatifs et exécutifs locaux sont suspendus. Le même jour (coïncidence !), Nasser devait recevoir G. Thomson, ministre d'Etat au Foreign Office, en tournée proche-orientale. La rencontre n'a pas lieu, alors qu'un



Une base-charnière

accord sur la base d'Aden semblait devoir être possible entre Le Caire et Londres. Les Anglais attribuent l'aggravation de la situation aux agents et à la propagande égyptiens rendus responsables de la flambée terroriste actuelle (le président du Conseil législatif, sir Arthur Charles, a été abattu début septembre, etc.). Nasser, de toute évidence, ne tient pas à cautionner la radicalisation que Londres semble avoir provoquée. Toujours est-il que, le 23 septembre, l'A.F.P. annonce l'arrivée prochaine à Aden du porte-avions *Eagle* (l'un des plus beaux fleurons de la « Royal Navy ») « pour faire face à toute éventualité ».

Des mesures de sécurité sont prises : fermeture des écoles secondaires à la suite de manifestations de jeunes étudiants (n'oublions pas non plus que les parachutistes basés à Malte et à Nicosie sont à quelques heures de vol !). Le processus est enclenché, la capacité de riposte des mouvements nationalistes témoignera de leur réelle puissance. Le syndicat décrète une grève générale pour le 2 octobre, le haut-commissaire menace alors de licencier, voire d'emprisonner les fonctionnaires qui suivraient les consignes. Et de fait, le 2 octobre, la grève paraît fortement suivie, de puissantes manifestations se déroulent à Aden même. La police charge, il y a au moins un mort et de nombreux blessés. Entre temps, la « Ligue Arabe » déclare prendre en charge la question, mais surtout Makkawi (le chef du Conseil exécutif destitué) se rend avec

une importante délégation à l'O.N.U. afin d'en obtenir l'appui. A l'heure où nous mettons sous presse, les événements peuvent réserver bien des surprises. Un premier essai d'estimation demeure toutefois possible.

● Et maintenant ?

Pourquoi le durcissement de Londres ? En raison, est-il dit, de l'aggravation du terrorisme du FLNAS (« Front de libération de l'Arabie du Sud », dont le leader se trouve au Caire et dont le programme progressiste se résume aux principaux points suivants : libération du Sud yéménite et des îles annexes, liquidation du colonialisme et des bases militaires, indépendance, unité arabe et socialisme). Parce que M. Makkawi, pourtant nationaliste modéré, ne dénonce pas le FLNAS dont il demande au contraire la reconnaissance officielle. Le comportement de Makkawi s'explique fort bien, il correspond aux tactiques généralement empruntées à un moment donné par des dirigeants modérés dans un contexte de lutte de libération nationale. En effet, en juillet dernier, se tint à Londres une « Conférence constitutionnelle » destinée à mettre au point des solutions acceptables pour les deux camps. Les revendications de Makkawi portaient surtout sur deux points essentiels : libération de tous les détenus politiques qui croupissent sans jugement ; suspension de l'état d'urgence, c'est-à-dire de l'intégration d'Aden dans la Fédération. C'est l'échec, Londres refuse. On ne discutera des destinées de la base militaire d'Aden qu'après la proclamation de l'indépendance de la Fédération.

Or un tel conflit doit d'autre part être compris comme une lutte complexe pour le pouvoir entre les différentes fractions nationalistes. Dans cette perspective, nul doute que l'attitude de Londres, sa prise en charge directe des affaires d'Aden, ne conduisent à favoriser une confluence entre des mouvements jusqu'ici divergents non seulement par tactique, mais par stratégie. Ainsi l'alignement se fait de plus en plus sur le FLNAS, c'est le processus des solutions extrêmes qui se développe selon une logique bien connue.

Mais cette « affaire » doit également être replacée dans le contexte plus large des relations entre le monde arabe, d'une part, la Grande-Bretagne, les U.S.A., la France, etc., de l'autre. Comme nous l'avons déjà souligné dans un article précédent, au centre de cette confrontation il y a l'Egypte de Nasser. Alors que le maréchal Amer, l'un des vice-présidents de la R.A.U., se rend ces jours-ci à Paris, la « guerre » entre les U.S.A. et l'Egypte se poursuit. Dans le cas d'Aden, par personnes interposées, en l'occurrence le gouvernement travailliste de Londres. De ce dernier, on a pu prétendre dans certains milieux que son attitude à Aden exprimait une volonté d'« indépendance » à l'égard des U.S.A., alors que Singapour et Hong-Kong semblent devoir échapper de plus en plus à l'influence britannique. En vérité, on peut se demander si, prenant ces décisions à la veille de la confrontation de Blackpool, le Premier britannique n'a pas plutôt cherché à donner des gages à la « droite » et sans doute à un nationalisme qui ne trouve plus grand-chose à se mettre sous la dent ! Quant aux U.S.A., à un moment où il est encore difficile de tenter des pronostics sur l'arrangement amorcé au Yemen, on doute qu'ils ne se réjouissent pas de difficultés supplémentaires pour Nasser.

Claude Glayman.